

XVI. *Heffing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

40ste ZITTING,

ZITTING VAN DONDERDAG 23 JANUARIJ 1817. (1)

(GEOPEND TEN 12 ure.)

Beraadslaging over en verwerping van het wets-ontwerp
betrekkelijk het regt van successie; — Bepaling van den
dag tot het vaststellen, bij het lot, van den termijn van
aftreding der leden.

Voorzitter, ridder **Membrède.**

Tegenwoordig, met den Voorzitter, 83 leden, te weten, de
heeren:

Bijleveld, Gevers, Schuylenburch van Bommenede, Ram, Della
Faille d'Huyse, van Spaen van Biljoen, Pestere van Cattenbroek,
Alberda van Rensuma, 's Jacob, Reigersman, van Lijnden van
Hoevelaken, de Rasse, van Heerdt tot Eversberg, Reyphins,
van Randwijck, Cuypers, Verheijen, Holvoet, van Wassenaar
Pancras, Verstraeten, Duvelaer van de Spiegel, Norbert van Aken,
de Vaernewyck d'Angest, de Tornaco de Berlo, de Ham, van Hees,
Huytens Kerremans, Dubus, de Nieuport, Fontein Verschuur,
de Vinck van Wezel, van Markel Bouwer, van Panhuys, de
Jonge, Repelaer, J. Clifford, de Caters, Meeus, de Secus, de
la Motte Baraffe, de Schieters de Lophem, van Andringa de
Kempnaer, van Zuylen van Nijeveld Wijckersloot, Roest van
Alkemade, Carbazius Bzn., Cornet de Grez, Baesen d'Hautain,
Schiervel d'Altenbrouck, van der Bruggen van Croy, Cogels,
Vilain XIII, Metelerkamp, van Heeckeren tot Kell, Serruys,
Wasseige, Clifford, Tack, de Gerlache de Biourge, van Sytzama,
de Codt, Gendebien, Baut de Rasmond, de Lebidart, van Was-
senaer van Onsenoort, de Hoffschmidt, Jarges, d'Onyn de Chastre,
van Suchtele tot de Haere, de Troije, Paul Maibe, van Alphen,
de Surlet de Chokier, de Pitteurs Budingen, Pijcke, Bentinck
tot Nyenhuis, de Floen d'Aldercrona, de Spoelberg d'Eynhouts,
van Bommel, Dotrenge, Huyssen van Kattendyke, Sandberg van
Essenburg, van Heiden Reinestein en de le Vielleuze.

De notulen van het verhandelde in de vorige zitting worden
gelezen en goedgekeurd.

(1) Dit Verslag is opgemaakt naar: 1°. de *Officiële Notulen* van het
verhandelde op dezen dag; 2°. *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 22 en 23;
3°. *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n°. 581;
4°. *Stuart's Jaarboeken* 1817, bl. 90—91; 5°. *Dagblad van Noord-Brabant*
n°. 9; 6°. *l'Oracle* n°. 24; 7°. *le Courier Belgique* n°. 11; 8°. *le Journal*
de la Belgique XIII, n°. 25.

Aan de orde is de beraadslaging over het WETS-ONTWERP BE-
TREKKELIJK HET REGT OP DE SUCCESSIE.

De beraadslagingen worden daarover geopend. (1)

M. Appellus, *Directeur-Général des Contributions Indirectes* (2):
Avant de voir s'ouvrir la discussion sur la nouvelle rédaction de la
loi relative à l'impôt sur les successions, j'ai pensé qu'il pouvait
être utile de présenter quelques observations tendantes à faire voir
à Vos Nobles Puissances l'esprit de la loi, après les derniers chan-
gements ordonnés par S. M.

Le principe dans lequel la loi est conçue, a été développé déjà
dans le mémoire joint au premier projet présenté à la Chambre;
et comme il paraît, par les observations de la Section Centrale,
que la majorité des Sections s'est prononcée pour le système pro-
posé, je pense qu'il est inutile de le justifier au long contre les
objections générales dont la Section Centrale a donné communica-
tion à la Chambre.

Plus un impôt est réparti également sur tous les contribuables,
et établi de manière à ce que chacun y contribue à proportion
de ses moyens, et de la jouissance qui lui est assurée, et moins
il est imparfait.

La nature de beaucoup de contributions, et surtout des im-
positions indirectes, ne permet pas d'en venir toujours à ce point,
et à cette proportion exacte entre la fortune du contribuable et
la part qu'il doit supporter dans les charges de l'Etat; mais il
peut être atteint dans l'impôt sur les successions, pourvu qu'il
soit assis, comme le veut la présente loi, sur le produit net des
biens délaissés par décès, et après déduction des charges.

Le droit de mutation est au contraire en opposition avec ce
principe, non-seulement en ce qu'il n'admet aucune déduction de
charge, mais aussi parce qu'il n'embrasse pas la totalité de la suc-
cession.

Dans bien des cas, l'état d'indigence des débiteurs qui héritent
d'une petite propriété grevée d'hypothèque, met les intérêts du
trésor en souffrance; dans beaucoup d'autres le paiement est
extrêmement onéreux, et donne lieu à des réclamations que la loi
ne permet pas d'accueillir, mais qu'il est cependant dur de refuser.

L'inconvénient de ne pas atteindre l'universalité des biens, rend
l'impôt plus inégal suivant que la nature des fortunes se compose
d'éléments différens, dans les différentes parties du Royaume. Sa
charge est infiniment plus forte là où la fortune consiste en pro-
priétés foncières, que dans les provinces où elle se compose d'ef-
fets publics et de commerce.

Cette considération a fait substituer, il y a douze ans, le mode
actuellement proposé, à l'impôt qui se percevait précédemment dans
quelques-unes des Provinces Septentrionales, sur des espèces déter-
minées de biens, et l'expérience y a fait voir que la pratique était
parfaitement d'accord avec une théorie, dont il paraît qu'on re-
connait universellement la bonté.

En ordonnant une nouvelle rédaction de l'article 62, le Roi a
voulu obvier aux objections que la Chambre avait élevées sur cet
article.

Le principe de la solidarité avait déplu à plusieurs Sections, et
elles avaient attaqué de ce chef les articles 49, 50 et 61. S. M.,
en conservant la solidarité entre les administrateurs qui ont été
chargés de faire la déclaration, a admis, dans les deux premiers
articles, la division entre les héritiers, à proportion de la part de
l'héritage dans laquelle ils ont été institués; et comme l'article 61
se rapporte au cas auquel la succession est encore indivisée, la
question de la solidarité a paru être sans objet.

En substituant la contrainte dans la forme usitée en matière

(1) De bij deze gelegenheid gehouden redevoeringen zijn in de *Neder-
landsche Staats-Courant* en de *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette*
Générale des Pays-Bas) zeer onvolledig medegedeeld; om welke reden het
noodig is geweest zich tot de andere bronnen te vervoegen. Bij elke rede
is opgegeven van waar die is overgenomen.

(2) De heer Appellus sprak deze rede in het Fransch uit, gelijk door
sommige dagbladen, als *le Journal de la Belgique* XIII: n°. 25, *le Courier*
Belgique n°. 11, *l'Oracle* n°. 24, *Dagblad van Noord-Brabant* n°. 9, enz., werd
medegedeeld. Zie zijne rede in de *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 31
(Hollandsch); en *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des*
Pays-Bas n°. 590 (Fransch). Volgens *l'Oracle* n°. 11, en het *Dagblad van*
Noord-Brabant n°. 9, vatte, aan het einde dezer rede, toen de heer Appellus
voorlezing had gedaan van de veranderingen in den Franschen tekst van het
wets-ontwerp gebragt, om die meer met den Hollandschen in overeenstemming
te brengen, de heer Reyphins het woord op. » Il demande si l'art. 2 n'est
pas changé; sur la réponse négative de M. le Conseiller-d'Etat, il ajoute:
J'en suis charmé, car c'est un des plus beaux. »

XVI. *Heffing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

d'enregistrement, à l'exécution parée, il est satisfait aux observations faites sur l'article 60.

La nécessité d'un permis pour pouvoir disposer de la succession, avait encore donné lieu à plusieurs observations, auxquelles on a tâché de subvenir par un changement essentiel à l'article 33.

Quoique le visa, prescrit au paragraphe 5 de l'article 34, puisse être regardé comme une mesure conservatrice des intérêts du trésor, et qu'il sera difficile d'y suppléer complètement, S. M. a bien voulu accéder au désir des membres de la Chambre qui en avaient désiré la suppression, et elle a fait rédiger le paragraphe 17 du même article, en ce qui concerne le dépôt des titres authentiques, de manière à prévenir toute difficulté, puisqu'on peut y suppléer par une copie sur papier libre, pourvu que celle-ci soit collationnée avec l'original.

Vos Nobles Puissances observeront à l'article 28, paragraphe 6, 1. a, qu'on a satisfait au vœu des membres, qui désiraient que copie de testament ne fût requise que *quoad clausulam concernentem*.

Vous verrez encore, Messieurs, que la nouvelle rédaction de l'article 13 réduit explicitement le droit de succession sur l'usufruit entre époux à deux pour cent, et qu'à l'article 17 le droit s'arrête à dix pour cent, et qu'ainsi il est satisfait, au moins en grande partie, au vœu des observations de la Section Centrale.

Le Roi n'a pas cru devoir réduire la quotité de l'impôt proposé; le produit, pour lequel il est porté sur le budget de l'année, dépasse d'une moitié, celui des années 1815 et 1816, dans les Provinces Septentrionales; et cette augmentation est plus que suffisante, si on considère:

1°. que l'impôt même a subi une assez forte réduction par la nouvelle loi;

2°. qu'il ne sera perçu que pendant cinq mois au nouveau taux dans les Provinces Méridionales, puisque le droit de mutation par décès, applicable à toutes les successions ouvertes jusqu'au 31 Janvier, ne se paye que dans les premiers mois de la présente année, et que celles qui s'ouvriront à dater du 1er Février, ne sont tenues au paiement que dans six mois.

On a demandé une définition des mots: *habitants du Royaume*; mais il paraît que l'ensemble de l'art. 2 exprime distinctement ce qu'on doit entendre par cette expression. *Habitant*: est tout individu né sujet du Royaume, et qui y demeure. *Habitant*: est encore l'homme né en pays étranger, mais qui s'est établi de manière à ce que ses intentions d'être regardé comme sujet ne soient pas douteuses; *habitant*: n'est pas l'étranger, qui, ayant conservé ailleurs son domicile, se trouve temporairement dans le pays, et vient à y décéder; ceci résulte évidemment du 2me paragraphe de l'art. 2, qui lève les doutes que le premier pourra laisser, et qui fait disparaître, en même-temps, les craintes qu'un nouveau droit d'aubaine pourrait donner lieu à des représailles dangereuses.

Le serment exigé par le paragraphe 18 de l'art. 34, est une forte source d'objections; on craint qu'il ne tende à démoraliser la nation; on croit voir qu'il est multiplié à l'excès; on pense qu'il conviendrait d'y substituer une déclaration sujette à être affirmée sous serment, en cas qu'on eût lieu de former des doutes sur sa sincérité.

Le Roi a cru devoir maintenir le serment tel qu'il était conçu par le premier projet, parce que cette formalité est tellement inhérente au système proposé, qu'il paraît impossible de le conserver en se relâchant sur cet article.

L'impôt sur les successions comprend d'un côté tout ce qui en constitue l'actif; mais il admet de l'autre la déduction de toutes les dettes passives, pour peser uniquement sur le solde net; il est impossible de s'assurer de tout l'actif et d'empêcher les soustractions, sans une déclaration des héritiers revêtue de formes assez solennelles pour mériter foi; il est impossible encore de se passer de ces déclarations, pour les dettes passives, si on ne veut pas grever les héritiers, parce qu'alors on ne pourrait admettre des déductions que pour celles qui seraient prouvées par un titre légal; et il est naturel, dans cet état de choses, de recourir au serment affirmatif, tel qu'il se trouve consigné dans la loi, et tel qu'il a été de tout temps en usage dans les Provinces Septentrionales.

Il peut être dangereux de mettre un homme entre ses intérêts et sa conscience; mais il est à observer que ce danger diminue à mesure que l'intérêt fait moins entendre sa voix, et que cette observation est surtout applicable au droit sur la succession, puisque le faux serment, qui ne sera jamais sans danger, ne peut avoir pour résultat que d'augmenter d'une faible partie le gain qu'on est appelé à recueillir; tandis que d'ailleurs cet intérêt devient nul, toutes les fois qu'un administrateur est appelé à faire la déclaration, ainsi que pour tous les legs pour lesquels la charge doit être supportée par le légataire.

C'est encore à tort qu'on voit dans cette mesure une multipli-

cation effrayante des serments, puisque celle-ci ne peut jamais être considérée que par rapport à l'individu obligée d'affirmer sa déclaration, et qu'elle se réduit par conséquent aux successions qui lui échoient.

Vouloir suppléer au serment par une simple déclaration, est augmenter le mal, car l'aveu désolant qui serait contenue dans cette mesure, de la démoralisation de la nation, augmenterait le danger des déclarations inexactes, qu'on finirait par regarder comme une manière de se mettre en garde, contre les menées des gens peu consciencieux, et priverait ainsi le trésor d'une partie des droits qui lui sont acquis de la part des personnes, qui ont trop conservé l'idée de leurs devoirs, pour se permettre un serment téméraire.

Vouloir suppléer à cet inconvénient en admettant le serment sur l'ordonnance des juges, est une mesure qui paraît inadmissible, car d'un côté, l'homme auquel on appliquerait cette mesure, se trouve flétri dans l'opinion publique; et il faut croire de l'autre, que l'idée de cette flétrissure augmenterait les scrupules des juges pour accéder aux demandes de l'administration, tandis qu'enfin une déclaration supplétoire qu'on ne doit jamais exclure, mettrait la conscience à l'aise, et à l'abri dans presque tous les cas, de la peine qu'on voudrait statuer contre les faux serments.

Toutes ces considérations justifient, à mon avis, le maintien des stipulations du premier projet à cet égard.

La Section Centrale a relevé, dans son dernier rapport, quelques erreurs de traduction, qui étaient en partie des fautes de copiste; je dépose, d'après l'autorisation de S. M., sur le bureau, un exemplaire dans lequel on a rectifié ces erreurs.

Je me réserve de répondre ultérieurement aux objections, qui pourront être faites contre le projet qui est en discussion.

M. Dubus (1) attaque le projet, auquel il préfère la loi Française du 22 Frimaire an VII, avec quelques changements. La loi proposée manque, suivant lui, de clarté, de précision, de méthode; elle viole le droit des gens, en ce qu'elle confisque au profit du fisc, sinon la totalité, comme le font les Gouvernements Orientaux, du moins une partie de la succession de l'étranger qui meurt sur le territoire du Royaume. C'est rétablir un droit d'aubaine, au moment où toutes les Puissances s'empressent de l'abolir chez elles. Toutes les formalités, les lenteurs, les estimations, que demande le projet, sont en faveur du fisc et non des particuliers. Il discute ensuite la plupart des articles du projet, et termine son discours en disant: «enfin, par l'art. 28, le Gouvernement s'immisce dans toutes les affaires des particuliers, en donnant au régulateur des successions le droit de visiter tous les papiers, ce qui doit ouvrir la porte à mille abus dangereux. Par tous ces motifs, il vote contre le projet de loi.

M. Gendebien (2): Donner des lois est un devoir dont le pouvoir législatif doit s'acquitter en faveur du peuple.

Pour remplir ce devoir convenablement, il faut imprimer à nos lois les caractères qui doivent les distinguer: la clarté, la précision, la méthode.

La clarté, afin que ceux qui doivent s'y conformer en comprennent facilement, et avec une intime conviction, le sens littéral.

La précision, afin que chacun trouve promptement la disposition dont il doit faire l'application.

La méthode, afin que la marche de la lecture porte, d'article en article, une lumière toujours croissante sur le sens et l'esprit de toutes les dispositions.

Ces trois caractères, me semble-t-il, ne se font pas assez sentir dans la loi sur laquelle nous devons délibérer; c'est le premier motif qui m'entraîne vers le rejet.

D'autres motifs, qui me paraissent d'un grand poids, achèvent ma conviction, et justifient, à mes yeux, mon vote négatif.

J'ai besoin de toute la faveur dont la Chambre veut bien m'honorer pour en faire l'exposition, et en présenter les développements sous le servage qui a confondu, durant une suite de plusieurs siècles, l'homme et la brute; le propriétaire du serf s'appropriait, à sa

(1) De rede van den heer Dubus is niet in haar geheel gevonden. De *Nederlandsche Staats-Courant* en de *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) geven daarvan niets; het bovenstaande is overgenomen uit le *Journal de la Flandre Orientale et Occidentale* n°. 283.

(2) Le *Journal de la Belgique* XIII, n°. 27 en 28 is het eenige dagblad dat deze rede in haar geheel heeft medegedeeld. De *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 50 en 51, en de *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n°. 596 en 597, gaven slechts den hoofdzakelijken inhoud op.

XVI. *Heffing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

mort, le pécule que ce malheureux avait acquis par un excès de travail prolongé jusqu'à la fin de sa vie.

Plusieurs de nos coutumes attribuaient, au seigneur haut-justicier, la succession des bâtards, qui mouraient dans l'étendue de leur seigneurie; et la législation politique de presque tous les peuples, législation que la sagesse des Gouvernements s'efforce d'abolir, attribuait au trésor la succession des *aubains*, c'est-à-dire des habitants nés en pays étrangers.

Le Gouvernement oriental recueille toutes les successions, ouvertes sous sa domination, autrement qu'en ligne directe.

Les Finances de notre Royaume n'étendent pas aussi loin leur prétention. Ce n'est pas l'intégrité des successions ouvertes autrement qu'en ligne directe qu'elles réclament des Etats-Généraux; elles se bornent à des quotités, mais sous deux conditions très-importantes; la première, que la loi comprenne dans la succession d'un habitant du Royaume les immeubles qu'il possédait à l'étranger; la seconde, que les héritiers liquideront l'hérédité pour en constater la valeur, dans laquelle le trésor aura sa part.

La première de ces conditions est impossible. Les lois de notre Royaume, ne pouvant pas atteindre des immeubles, dépendans des Puissances Etrangères, pour en attribuer la succession au parents ou à qui que ce soit, ne sauraient en faire au trésor sa part.

La seconde n'est pas impossible, mais elle est onéreuse à l'excès, et manque de cette raison qui doit régner dans toutes nos lois.

En effet, Nobles et Puissans Seigneurs, si une loi déclarait que de toutes successions déferées en ligne collatérale, ou transmises soit en tout, soit en partie, par des dispositions à cause de mort, il serait fait inventaire et liquidation préalablement au partage, tous les hommes censés la réproveraient.

Cependant une telle loi aurait un bon côté, en ce qu'elle procurerait aux parents en ligne collatérale, et aux héritiers testamentaires, une entière sécurité à l'égard des dettes du défunt; en ce que les embarras, les lenteurs et les frais des inventaires et des évaluations auraient lieu dans l'intérêt des héritiers.

Ce bon côté manque tout-à-fait à la loi qui nous est proposée; c'est pour le trésor uniquement, et dans son seul intérêt, que sont établies ces nombreuses formalités, ces lenteurs interminables, ces dénombrements, ces estimations et tous ces devoirs divers, onéreux à l'excès, sans lesquels les héritiers n'obtiennent pas la permission de jouir de leurs propriétés; ils sont saisis par la loi comme le défunt l'était lui-même; mais à cause que le trésor doit avoir une quotité de la succession, les effets de la *saisie* légale sont suspendus jusqu'à ce que sa part soit réglée à son appaisement.

Cette loi, sans exemple, aurait-elle été imaginée en haine du célibat et pour comprimer les libéralités par actes à cause de mort? Mais combien d'époux n'obtiennent pas d'enfants, ou ont la douleur de les voir mourir avant eux? Combien de dispositions testamentaires sont équitables, même de la part de ceux qui ont des héritiers en ligne directe?

Non, c'est pour grossir le revenu du trésor, que la loi a été conçue, et de-là résulte un puissant motif de rejet; car les frais et les gênes que causerait l'impôt, sans autre résultat que d'en régler le montant, seraient supérieurs à son produit. Or il n'est pas permis de frapper le contribuable au double de ce qui entrera dans le trésor.

Qu'à toute mutation de biens, meubles ou immeubles dépendans de la législation de l'Etat, le trésor reçoive une faible quotité de la valeur, cela se conçoit et peut avoir lieu sans grand inconvénient; mais que l'Etat soit co-héritier dans toute succession transmise par testament ou déferée à la parenté collatérale, et qu'il soit co-héritier à l'effet de prendre seulement, cela ne se conçoit pas et cela n'est pas praticable. L'hérédité est nécessairement l'amalgame de l'actif et du passif, et le pouvoir du législateur n'est pas assez étendu pour attribuer une quotité de la succession sans laisser à cette quotité la portion du passif qui y correspond.

Par une suite de la lumière naturelle qui a éclairé les peuples, tout citoyen transmet à ses successeurs son existence civile, c'est-à-dire tous ses rapports avec les lois, en *avoir* et en *devoir*. Le fisc demande d'être revêtu partiellement de ces rapports, mais à l'égard de l'*avoir* seulement.

Un individu sans enfants paye le tribut à la nature sur notre territoire. Il faudrait, si la loi proposée avait lieu, décider, avant tout, si son hérédité universelle est régie par nos lois ou par des lois étrangères. Car si c'est par nos lois, l'Etat est co-héritier universellement; si c'est par des lois étrangères, il n'a pas cette qualité d'héritier; il est autorisé seulement de lever un droit de mutation sur les biens meubles et immeubles qui se trouvent dans notre Royaume.

Mais cette question préalable dépend du droit des gens, et si nous la décidons dans le sens le plus favorable à nos finances, la nation qui réclame le défunt comme son citoyen, ne sera pas liée

par notre décision. En ce cas, notre trésor sera, et ne sera pas, héritier du défunt, ce qui est absurde.

Les héritiers soumis à notre législation civile, devront reconnaître, dans l'Etat, la qualité de co-héritier qu'il aura prise, et se soumettre à toutes les dispositions de notre loi sur les successions. Les étrangers, au contraire, parents et à ce titre héritiers du défunt, n'admettront pas notre fisc à concourir avec eux dans le partage des biens meubles et immeubles situés hors de notre Royaume. Quelle confusion et quelle bizarrerie!

Restons dans les cas plus fréquents. Un de nos citoyens meurt chez nous laissant des biens situés au-delà du Rhin ou au-delà des Pyrénées, notre trésor prétendra sa part sur ces biens; mais la Puissance dans le territoire de laquelle ils sont situés ne souffrira pas que ce prélèvement tourne au préjudice de ses sujets, qui seraient appelés à concourir dans leur partage; et, si ce concours n'a pas lieu, elle se croira autorisée, avec raison, à lever, sur des biens qu'elle protège et dont les lois déferent la succession, une taxe égale, tout au moins, à celle exigée de notre part.

Un testateur, habitant de notre Royaume, lègue à un sujet d'une Puissance étrangère un héritage situé dans le territoire de cette Puissance; le légataire recueillera le legs et refusera les dix pour cent que nos finances voudraient prélever. Les héritiers régnicoles devront-ils ajouter, à la perte du bien résultant du legs, l'indemnité prétendue par le receveur des impositions indirectes?

Il y a plus: quand des biens dépendans d'une succession, ouverte dans notre Royaume, passent en ligne directe, nous ne prélevons rien; et si la succession est ouverte en pays étranger, nous percevons deux pour cent à titre de droit de mutation.

Si c'est une succession ouverte chez nous en faveur de frères, nous ne percevons que quatre du cent, dettes déduites; tandis que, si elle est ouverte à l'étranger, nous percevons cinq du cent sans déduction de dettes.

Une telle législation provoquerait les représailles des autres Puissances, et tandis que les Etats de l'Europe s'appliquent généralement à mettre leurs lois en harmonie avec le droit des gens, et à cimenter de plus en plus les rapports d'amitié et d'égards réciproques, nous délibérons sur une loi dirigée en sens contraire.

Quand le Code Justinien et le Code Civil de France parlent de l'universalité de la succession, il faut renfermer cette universalité dans la domination du législateur; et, qu'on ne s'y trompe pas! un habitant de notre Royaume qui possède des biens dans notre pays, et d'autres biens en Angleterre, en Espagne, en Autriche, laisse, en mourant, autant d'hérités qu'il y a de lois diverses qui régissent sa mortuaire. L'Angleterre, l'Espagne, l'Autriche appellent, par leurs lois, les héritiers des immeubles qu'elles régissent respectivement, règlent les conditions et les charges qu'elles imposent à ces héritiers qui peuvent être des personnes distinctes ou diversement avantagées. Les rédacteurs du projet ne paraissent pas avoir étendue leur pensée jusque-là.

Avons-nous assez réfléchi aux inconvénients qui résulteraient des lenteurs inévitables, attachées à ces nombreuses formalités qui doivent précéder le partage des successions qui seraient atteintes par la loi proposée?

Il arrivera fréquemment qu'un des nombreux héritiers, appelés ordinairement à prendre part à une succession ouverte en ligne collatérale, terminera sa carrière avant que cette succession ne soit liquidée. Dans ce cas, son *droit* et son *devoir* dans cette succession feront partie de son hérédité, dont l'apparement et le partage devront entre-temps rester en souffrance; de manière que, dans des cas malheureusement trop fréquents, où la même famille fait plusieurs pertes dans le cours de peu d'années, les successions collatérales se trouveront entravées, et pour ainsi dire paralysées les unes par les autres, au préjudice des parents et même au désavantage de l'Etat, qui a toujours un intérêt direct à ce que la marche des diverses transactions de l'ordre civil ne soit pas retardée.

Le résultat de la loi serait une baisse notable dans la valeur de nos biens-immeubles, et cette considération est de la plus haute importance, surtout à une époque où notre législation doit s'appliquer d'une manière spéciale à protéger la culture des champs, et l'amélioration du sol par l'emploi de capitaux consacrés aux défrichements de nos forêts superflues et de nos landes stériles.

Les biens immeubles sont toujours patens à tous les regards, et les droits que la loi assignerait au fisc, à chaque décès, sont inévitables, tandis que les richesses en porte-feuille peuvent être cachées et emportées à volonté.

Respect au malheur, ménagement et considération pour l'indigence, même alors qu'elle serait la suite de torts, ou de fautes graves. Ce sont des préceptes de la morale publique. La loi proposée exempte les successions dont les biens ne s'élèvent pas au-dessus de trois cent florins. Cette faveur renferme le double

XVI. *Heffing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

inconvenient de noter les familles peu fortunées, et d'introduire l'exemple dangereux des privilèges.

Si le prélèvement de trois cent florins, dans une succession liquidée à trois mille florins, est une taxe légitime, le prélèvement de trente florins est nécessaire sur les successions valant trois cent florins.

Le trésor lève la même taxe sur les plus mauvais charbons-de-terre, comme sur les meilleurs, sans admettre le moindre tempérament. Il suit le sel dans la chaumière du pauvre et dans l'hôtel du riche, pour le même tribut.

D'où vient donc ce relâchement dans les successions si communes, qui sont de peu de valeur? Est-ce commisération ou pitié? Non, c'est épargne de travail et de sollicitude pour les agents du trésor. C'est dessein pour atténuer l'argument de l'opposition qui met en parallèle la dépense des contribuables avec les versements bruts dans les recettes des contributions indirectes. C'est déguisement à l'égard de l'indigence; car une succession de 600 florins peut être déferée à des pauvres, et une succession de 300 florins peut être déferée à des riches.

Si la succession est ouverte en ligne directe, le trésor ne lève pas de tribut; mais le fisc obtient, par le *régulateur* du domicile du défunt, la révélation des biens qui composaient sa fortune.

J'en appelle à tous mes concitoyens, combien de familles qui font maintenant, soit l'ornement, soit l'appui de l'Etat, qui animent le commerce, qui font fleurir l'agriculture, qui multiplient ces transactions de chaque jour où nos finances puisent des revenus considérables, se sont soutenus parce que le secret de leur détresse a été respecté. Elles ont traversé, à la faveur de ce secret salutaire, la période de leurs embarras; et, instruites à l'école du malheur ou de la pauvreté, elles sont parvenues à la fortune, ou du moins à l'aisance, par la voie si honorable du travail et de l'économie.

La loi, en projet, ferait tarir cette source de restauration, dans laquelle peu de familles pourraient se targuer de n'avoir pas bu. A chaque décès il faudrait constater, et publier, la situation des affaires de la mortuaire; ce serait frapper, successivement, les familles d'humiliation et de discrédit.

La nature, où les hommes devraient puiser les bonnes conceptions, couvre, du voile de la discrétion, une foule de choses qu'elle soustrait aux regards de la curiosité. Combien de négociations entre les particuliers, et surtout entre les familles, ont besoin de la même réserve; et cependant, en admettant le fisc comme co-héritier en toutes successions collatérales ou testamentaires, nous introduirions des révélations continuelles de toutes choses, que la raison, l'équité et la prudence confient au secret.

Combien de pères, d'époux, de parents, d'amis ont dû prévenir ou réparer des esclandres, des scandales, des malheurs par des sacrifices qui doivent être ignorés à jamais. Et la loi en introduirait la publication?

Dieu défend aux hommes de prendre son nom en vain, de provoquer son intervention dans leurs témoignages et dans leurs promesses; comme si son éternelle justice était à leur disposition, comme s'ils pouvaient en attirer sur eux les châtements, ou les diriger sur les autres.

L'époque n'est plus éloignée où les législateurs laisseront à la religion d'éclairer ses enfants sur les peines que Dieu réserve au mensonge, et à l'injustice, et se renfermeront dans le cercle du Code Pénal qu'ils peuvent faire exécuter.

Au lieu de marcher dans cette voie, tracée par la sagesse, la loi mise en délibération multiplie les sermens de la manière la plus indiscrète.

Les juges n'autorisent le serment que dans les occasions importantes, réglées par des dispositions expresses, pour être prêté, solennellement, dans le sanctuaire de la justice. Notre loi, n'usant à cet égard d'aucune réserve, livre le saint nom de Dieu, comme une vaine formule, pour être juré, à tous propos, dans les bureaux des régulateurs des successions.

Régulateurs des successions! quelle étrange dénomination, et combien la magistrature financière qu'elle désigne, inconnue dans les lois des nations, laisse entrevoir, pour notre peuple, de frais, de tracasseries et d'abus?

Mais je m'aperçois que je me prévaux trop de la condescendance de la Chambre; et je dois réserver le peu de minutes, qui peuvent rester à ma disposition, pour relever quelques défauts que j'ai remarqués dans les détails de la loi.

La loi du 11 Février 1816 annonce pour 1817 une nouvelle taxe sur les successions. Si nos honorables collègues du Nord ont porté leur pensée, alors, sur la loi en vigueur chez eux, nos collègues du Midi ont porté naturellement leur prévoyance sur les lois de Frimaire an VII et Ventose an IX, qui étaient en vigueur dans nos Provinces Méridionales.

Au surplus, une législature ne saurait faire la loi à la législature qui doit suivre.

L'art. 3 et l'art. 62 du projet ne sont pas en harmonie; le premier parle du premier Janvier 1817, comme l'époque normale de la loi, tandis que l'art. 62 fixe cette époque au premier Février.

D'après cette dernière disposition, la période de vingt années, établie par l'art. 3, ne doit expirer que le 31 Janvier 1837, et cependant cet art. 3 le fait finir au 31 Décembre 1836.

On voit avec peine de semblables discordances dans un projet, qui pouvait devenir loi de l'Etat.

La loi du 22 Frimaire an VII, et la loi y relative du 27 Ventose an IX, n'ont pas cessé d'être en vigueur dans les Provinces Méridionales à l'égard des mutations par décès, opérées autrement qu'en ligne directe, tandis qu'elles ont été abolies l'une et l'autre, à l'égard de ces mutations, dans les Provinces Septentrionales. L'article 4 du projet paraît abolir généralement la loi du 27 Ventose an IX, à l'égard de toutes successions d'immeubles situés dans notre Royaume, qui s'ouvriront par décès d'étrangers, en même-temps qu'elle maintient à cet égard celle du 22 Frimaire an VII dans les Provinces Méridionales, et qu'elle la rétablit dans les Provinces Septentrionales.

Cet article 4, ne comprenant pas les meubles *inhérents* dans notre Royaume, comme les rentes dues par des habitants à des étrangers, les actions que ces derniers possèdent dans nos mines, dans nos établissements, etc., il s'ensuit que les révocations, maintenues et rétablissements, indiqués ci-dessus, n'ont pas lieu à l'égard des meubles *inhérents* délaissés par décès d'étrangers; ainsi nous cesserons de percevoir sur ces meubles, les droits établis par l'article 69 de la loi du 22 Frimaire an VII.

Il résultera de ces dispositions législatives des choses bien bizarres. Un étranger lèguant ses rentes dues dans notre Royaume, ou ses intérêts dans nos mines, il n'y a pas lieu au droit de succession; si c'est un régnicole qui fait ce legs, le trésor percevra dix du cent.

Un étranger lègue à son épouse une maison qu'il possède à Bruxelles, le droit est de deux et demi du cent, suivant l'art. 69, parag. 6, n. 3, de la loi du 22 Frimaire an VII. Si ces époux sont habitants du Royaume, et s'ils n'ont pas d'enfant, le droit sera de quatre du cent, suivant l'art. 13 du projet de loi.

L'article 10 manque de clarté, comme beaucoup d'autres; il me semble qu'il déclare que ce qu'un époux acquiert de l'autre par l'effet de communauté conjugale, n'est pas sujet au droit de succession.

Mais lorsque la communauté s'établit entre époux, c'est par mariage, et ainsi il n'y a pas, alors, de terme habile à un droit de succession. Si, durant la communauté, il obvient à l'un d'eux un legs ou une succession collatérale, le droit est payé des deniers de la communauté, et certainement ce qui devient est alors commun à l'autre époux, il l'acquiert, non à titre de succession, mais en vertu de la communauté.

Si, par contrat de mariage, les époux stipulent que la totalité de la communauté appartiendra au survivant, cet avantage éventuel a lieu encore à titre de communauté, sans mélange de succession, et ainsi il ne peut y avoir lieu à un droit de succession. D'ailleurs, l'article 1525 du Code Civil a déclaré qu'une semblable stipulation n'est point réputée un avantage, mais seulement une convention de mariage et entre associés.

L'article 15 consacre le principe: que le droit à percevoir sur un usufruit, acquis à titre de disposition testamentaire d'un régnicole, est la moitié de celui qui serait dû en cas semblable pour la pleine propriété. Si c'est une somme d'argent qui est l'objet de cet usufruit, le demi-droit est distrait de la somme, qui se trouve ainsi diminuée d'autant au préjudice de l'usufruitier et du propriétaire. Si l'objet frappé d'usufruit est un meuble précieux ou un immeuble, l'usufruitier emprunte le demi-droit qu'il doit payer, et affecte le meuble ou l'immeuble pour le principal et pour les intérêts de l'emprunt, qui, pour l'avenir, devient à la charge du propriétaire dès que l'usufruit s'éteint.

L'article 16 impose en sus, à ce propriétaire, le droit entier supputé selon son degré de parenté avec le premier défunt qui avait constitué cet usufruit qui vient de s'éteindre; en sorte, qu'il paye, comme il aurait dû payer d'abord si l'usufruit n'avait pas eu lieu, et qu'il supporte en outre la somme distraite ou empruntée à cause de l'usufruit.

S'il avait plu au testateur de constituer deux usufruits successivement, non-seulement la jouissance du légataire serait doublement différée, mais il devrait supporter, outre les dix du cent de son chef, cinq du cent à cause du premier usufruit, et encore cinq du cent à cause du second.

Un père qui veut récompenser un serviteur fidèle, lui lègue l'usufruit d'une maison dont la nu-propriété reste aux enfants du

XVI. *Heffing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

testateur; le légataire emprunte le demi-droit, avec hypothèque, sur la maison; à sa mort les enfants du testateur, qui sont ses héritiers en ligne directe, doivent éteindre l'emprunt hypothéqué ou en supporter la charge à perpétuité.

Un père lègue à un ami un diamant de haut prix, comme gage de son amitié; cet ami, par délicatesse, s'abstient, en faveur des enfants d'accepter ce legs; le fisc, moins délicat, prétend et obtient dix pour cent de la valeur du diamant.

Un testateur lègue l'usufruit d'une terre à un homme âgé qu'il affectionne; ce légataire meurt avant le testateur, le fisc perd ses droits; mais si le vieillard survit au testateur les droits du fisc sont assurés, même pour le cas où le légataire répudierait le legs; ce qui est directement en opposition avec le principe de droit consacré à l'art. 788 du Code Civil.

Si tout cela est dans la loi, comme je crois l'y trouver, elle renferme d'étranges dispositions; si tout cela n'y est pas, je suis bien fondé à lui imputer de manquer de clarté, vu qu'après une étude de plusieurs semaines, je ne la comprends pas.

On pourrait écrire deux volumes sur cette loi: l'un pour expliquer ses dispositions, l'autre pour en signaler les défauts.

La loi du 22 Frimaire an VII est à l'abri des fraudes à l'égard des immeubles, et à l'égard des biens meubles; elle renferme des dispositions propres à les prévenir sans causer de gênes excessives; mais la loi qui nous est communiquée donne des facilités pour les fraudes les plus graves. Celui qui prévoit la mort et qui n'a pas d'héritier en ligne directe, s'entend avec un confident pour créer des dettes simulées: les faux créanciers donnent des *reversales* à l'héritier présomptif; ce fait, un testament est passé devant notaire, renfermant quelques legs officieux et la nomination d'un exécuteur-testamentaire, qui, de bonne foi, fait l'état des biens et des dettes, et porte au régulateur une balance qui présente une succession entièrement ou presque entièrement épuisée par les dettes.

Quand on considère que le droit s'élève souvent à dix du cent, on peut juger combien est puissant l'appât de frauder. Des créances soustraites pour cinquante mille francs, des dettes supposées pour la même somme; voilà une épargne de dix mille francs.

L'habitant de notre Royaume qui approchera du terme de la vie, laissera ses dettes dans son portefeuille, et déposera ses argents et ses créances chez un ami sûr.

Ceux qui ont des héritiers en ligne directe se garderont bien de faire des legs à leurs domestiques, à leurs amis, ou à des parents collatéraux; ils leur feront distribuer ces libéralités par des personnes interposées, où ils les distribueront eux-mêmes de leur vivant.

Au lieu de léguer, on distribuera de fausses créances, le trésor sera doublement frustré; il n'aura rien, à titre de legs, et il perdra en raison que le passif de la succession sera grossi par cette fraude.

La garantie des propriétés est un point fondamental de la société politique, consacré par notre Constitution; et la liberté des conventions, et des dispositions de ses biens tient essentiellement à la propriété.

Ces principes sont néanmoins à l'article 51 du projet de loi. Le régulateur appose son veto sur toutes successions, jusqu'à ce qu'il lui conviendra de se tenir pour suffisamment apaisé, et d'en faire main-levée. Entre-temps non seulement les partages, mais toutes les dispositions sont paralysées par l'agence du trésor.

Il y a plus; les notaires, dont le ministère est un devoir envers le public, les collègues (soit administratifs, soit judiciaires), les greffiers, les secrétaires, les receveurs, les conservateurs des hypothèques, et généralement tous les fonctionnaires publics sont constitués, par le même article, les auxiliaires du fisc, et sous peine d'une amende de trois cent florins, ils doivent s'arrêter dans le cours de leurs fonctions et refuser leur office, s'ils ne sont pas pleinement certains que le droit de succession a été servi fidèlement et intégralement; et cette conviction, s'ils l'ont obtenue, ils doivent la consigner dans les actes qui émanent d'eux.

Cet article 51 fournirait la preuve, si déjà elle n'était acquise, que les rédacteurs des lois fiscales ne voyent que l'intérêt du trésor auquel ils sacrifieraient, si les législateurs ne les arrêtaient pas, tous les intérêts, et même toutes les convenances.

L'article 57 renferme une masse de gênes et d'entraves, bien propres à justifier ce reproche. Une hérédité dans laquelle le fisc aura à faire un prélèvement, quel qu'il soit, deviendra une calamité; ce sera une mortuaire à laquelle les intéressés ne pourront porter ni l'oeil ni la main, sans se mettre en but à des poursuites et à des amendes.

La disposition qui termine la loi met le comble à ces irrégularités; elles renferme la rétroactivité la plus caractérisée; elle statue pour le temps qui s'est écoulé depuis le premier Janvier 1817, en remettant en vigueur pour cet espace de temps, des dispositions législatives formellement abolies par la loi du 11 Février 1816.

N'y eût-il, dans cette loi trop diffuse, que ce dernier défaut, je serais forcé de voter pour le rejet; car je considère comme un des devoirs les plus sacrés de tous les magistrats, et surtout des magistrats qui ont part à la législation, de ne disposer et de ne statuer que pour l'avenir.

Si ce principe salubre pouvait être méconnu, si cette égide protectrice pouvait être écartée, je verrais, devant moi, le retour du régime féodal.

Si la loi sur les successions qui a été en vigueur dans les Provinces Septentrionales, jusqu'au 31 Décembre dernier, était, comme nos collègues de ces provinces nous l'assurent, plus mauvaise encore que celle qui nous est présentée, il faut la regarder comme tombée à jamais dans le néant; et il y a lieu de supplier Sa Majesté de faire rédiger un nouveau projet, qui, en améliorant les lois du 22 Frimaire an VII et 29 Ventôse an IX, les rendent applicables à tous les biens meubles et immeubles du Royaume, qui changeront de mains par décès, sans distinction si le défunt était régnicole ou étranger.

Une disposition de cette loi nouvelle pourrait rétablir la recette foncière dans son essence immobilière. Les rentes dues ainsi par le fonds même, en diminueraient d'autant la valeur; mais aussi elles donneraient lieu, elles-mêmes, au droit de mutation par le décès de leurs propriétaires.

Je termine mon discours, en remerciant Vos Nobles Puissances de l'attention qu'elles ont bien voulu m'accorder, et je vote contre le projet.

M. de Rasse a la parole. (1) Après avoir observé que le droit dont il s'agit ne se percevait depuis longtemps dans les Provinces Septentrionales comme dans les Méridionales, mais que les formes et le tarif n'étaient pas les mêmes pour les deux parties du Royaume; il rappelle que « la loi du 22 Frimaire an VII réglait le droit de succession pour les Provinces Méridionales; une autre loi, de 1796, régissait ce droit pour les Provinces Septentrionales; c'est cette dernière loi modifiée qu'il est question d'introduire dans tout le Royaume.

« Il est d'une vérité facile à saisir, que les moyens les plus simples, les moins onéreux, les moins arbitraires, doivent être suivis dans la levée d'un impôt. Aggraver l'impôt par des formes inutiles, est une vexation.

« Nous connaissons tous l'immense quantité de lois qu'à produite la révolution Française: elles ne pouvaient pour la plupart avoir, et n'ont eu effectivement, qu'une existence éphémère; elles étaient souvent l'effet des passions, ou des moyens dont l'ambition se servait pour arriver à son but; aussi elles paraissaient, disparaissaient, et se succédaient avec la rapidité de l'éclair.

« De ce cahos, (ajoute-t-il), sortit enfin une loi qui a jusqu'à présent réuni les suffrages des hommes versés dans cette matière. Ce fut celle du 22 Frimaire. » Il en énumère les principales qualités, qui consistent, suivant lui, en ce qu'elle pouvait être mise à exécution sous tout Gouvernement quelconque; qu'elle pouvait convenir au système de régie, comme à celui de la ferme simple ou intéressée; qu'elle conciliait tous les intérêts des administrés avec ceux du trésor; qu'enfin elle réunissait la simplicité et la facilité d'exécution. Il établit un parallèle entre cette loi et celle qui est actuellement proposée, et qu'il présente comme rétablissant d'anciennes dispositions, seulement avec les modifications que l'on a jugées nécessaires; ce qui prouve combien ces dispositions étaient défectueuses. Il rappelle à cette occasion les usages de l'Orient en matière de succession, et les coutumes féodales établies dans plusieurs provinces, où le droit gothique et barbare de *main-morte* était en vigueur. « Ces droits, (dit-il), furent successivement réduits, et enfin abandonnés dans ce pays. Le serf, qui n'était plus attaché à la glèbe, le fut davantage à l'Etat; la certitude de conserver donna le désir d'acquérir, et bientôt on vit prospérer l'agriculture, le commerce et les arts. » Il ajoute que l'idée de rendre l'Etat héritier d'une quotité dans certaines successions, nous ramène à ces anciens usages. « On ne peut, (poursuit-il), disconvenir que par la loi proposée, l'Etat ne soit héritier à quotité, car il se fait une balance de l'actif et du passif de la succession; il ne reçoit pas sa part en nature, mais on doit la lui faire en argent. Si l'on retrouve des biens, des créances; si l'on découvre des dettes; si l'on doit payer des cautionnements par la suite, la régie prend sa part dans le premier cas, et restitue à proportion dans le second.

(1) De hoofdzakelijke inhoud dezer, in het Fransch uitgesproken, rede, komt alleen voor in de *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 51 en 52, en in de *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n°. 598 en 599.

XVI. *Heffing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

« Les biens et les dettes sont donc communs entre l'Etat et les héritiers du défunt. La considération de ne faire supporter l'impôt que sur le *boni* de la succession, déduction faite des dettes, est séduisante; elle est la base de tout le système.

« Mais en voulant éviter Charybde, on est tombé dans Scylla. Il est effectivement fâcheux de payer un impôt sur une succession comme valant vingt, tandis qu'en déduisant les dettes, elle ne vaut que dix; comme il l'est de ne pouvoir récupérer l'impôt que l'on a payé sur des vins que l'on aurait dû faire couler, ou sur du sel qui se serait fondu et aurait été perdu. Ce sont des inconvénients auxquels il est impossible de parer.

« Les intérêts du trésor public doivent être ménagés lors de l'établissement d'un impôt, même que ceux des contribuables.

« La facilité de charger le tableau des dettes, multipliera les fraudes; il en sera différemment dans certaines occasions; quelquefois l'intérêt des héritiers les obligera à ne point les y porter toutes.

« Les liquidateurs de successions seront multipliés: leur salaire sera considérable, puisqu'ils devront avoir des connaissances du commerce, des lois, et de la valeur des biens, etc.; mais ils n'auront jamais celle de la valeur des biens situés hors du Royaume; ils ne pourront guère s'apercevoir qu'on aura omis de rappeler ceux qui seront situés sous d'autres arrondissements, et à plus forte raison les biens qui sont dans des pays étrangers.

Il continue en établissant que dans le système proposé, la nation devient la co-héritière la plus incommode, vu que l'on ne peut disposer de rien sans l'autorisation du receveur; qu'encore faut-il lui fournir une caution, dont il n'a pas même besoin de motiver le rejet, puisque, suivant les termes de la loi, elle doit être à son gré.

« L'on devrait croire, (poursuit-il) qu'après l'état de la succession fourni, la valeur de la succession déterminée, et l'offre du paiement du droit, tout serait terminé; mais il n'en est pas ainsi, et c'est seulement alors que commencent les gênes et les embarras des héritiers." Il énumère ces désagréments, et expose la latitude qu'aura le préposé de la régie pour abuser, contre les héritiers, des dispositions de la loi. « Ce serait inutilement », continue-t-il, « que vous offririez un cautionnement au-delà de la valeur de toute la succession, ou le nantissement d'un double droit pour sécurité à tout événement; rien n'est prévu ni admis, rien ne peut vous dispenser des épreuves. L'employé tiendra sous sa main toute la succession, jusqu'à ce qu'il trouve à propos de la rendre. Ce n'est pas d'après la déclaration des biens du défunt et la valeur des objets succédés, que le droit se lève. Cette déclaration ne sert qu'à fournir au fonctionnaire de la régie des moyens pour former celui que son devoir l'oblige à former; mais, avant d'y procéder, il doit s'assurer qu'aucun objet n'a été recelé ou prisé au-dessous de sa valeur; que les dettes ne sont pas exagérées; dès qu'ils soupçonnera de la fraude, il est par cela même autorisé à faire des recherches, à interpellier les parties intéressées, il doit employer les voies de persuasion pour engager les héritiers à faire la déclaration des biens qu'il soupçonnera avoir été cédés, à rectifier l'estimation des biens qui paraîtront l'avoir été au-dessous de leur valeur, et des dettes qui seraient exagérées; après quoi il dresse un état supplémentaire. Viennent ensuite, en cas de dissentiment entre l'employé et les parties intéressées, les expertises, de nouvelles rectifications, et enfin le paiement des droits; ce sont les dispositions formelles de l'article 36.

Il expose ensuite que les colloques, les conférences inutiles et vexatoires à l'égard de ceux qui donneront des déclarations exactes, présenteront des facilités pour en faire impunément de fausses, puisqu'on échappera à toute pénalité, en consentant, dans le cas où la supercherie serait découverte, à rectifier l'erreur. Ces dispositions donneront lieu d'ailleurs à l'employé de la régie, de tenir, pendant très-longtemps, une succession sous sa puissance.

« En levant l'impôt sur l'avoir brut des successions, sans déduire les dettes, (continue-t-il), on diminuait considérablement les frais d'administration; les gênes, les embarras cessaient; il n'y avait d'injustice envers qui que ce soit, puisque tous les habitants étaient placés sur la même ligne, beaucoup auraient été avertis de liquider leurs dettes pendant leur vie, pour éviter à leurs co-héritiers une partie de l'impôt, et auraient reçu en même-temps la leçon tacite de ne plus en faire par la suite. Les formes n'auraient plus été alors une charge aussi pesante que l'impôt même; le fonctionnaire de la régie n'aurait plus été qu'un receveur des contributions, chargé d'en surveiller la rentrée, de poursuivre les contrevenants, et l'impôt pouvait facilement être réduit d'un tiers.

« La comptabilité serait encore simplifiée, et les droits du trésor à l'abri des fraudes, si l'on n'exemptait pas de l'impôt les successions de 300 fl. et au-dessous.

Ici il demande pourquoi le projet de loi n'exige aucun droit

sur les successions de 300 fl. et y assujettit celles de 350 et de 400. Il observe que l'une de ces dernières successions peut échoir à une personne ayant déjà de la fortune; tandis que la loi n'exempte pas de l'impôt les pensions de peu de valeur laissées à des domestiques, des vieillards et des infirmes. Elle n'en exempte pas non plus une succession, ou partie de succession, qui peu de jours auparavant y aurait été soumise et l'aurait acquittée. Il lui paraît qu'il serait juste de ne pas grever les propriétés au point qu'elles ne soient presque d'aucune valeur, pendant nombre d'années, entre les mains des propriétaires.

Il examine ensuite certaines dispositions de la loi qui lui paraissent étranges, et cite pour exemple la suivante. Un particulier laisse la propriété d'un immeuble à un individu, et l'usufruit à un autre. L'usufruitier n'est assujéti à aucun impôt; seulement il fait l'avance de la motié du droit, qui lui est restituée à sa mort par le propriétaire.

« Celui-ci, (ajoute-t-il), ne peut rien non plus, ni à l'époque de l'ouverture de la succession, ni pendant la vie de l'usufruitier. La régie l'attend à la mort de celui-ci; elle exige alors le droit en entier. Ainsi il en coûte au propriétaire un droit et demi, l'usufruitier n'eût-il profité que pendant un jour de l'usufruit.

« Cependant cet héritier n'eût été passible que d'un seul droit, si sa propriété n'avait point été grevée d'usufruit, et lui eût été laissée sans cette charge.

« L'on a prévu l'événement, qui est assez fréquent, que le propriétaire meure pendant la vie de l'usufruitier, et donne par-là ouverture à un nouveau droit.

« Ce droit est modéré, lorsqu'il n'y a lieu qu'à celui ordinaire, mais exorbitant de dix pour cent. Les transmissions par décès de biens, chargés d'usufruit, peuvent se répéter sans que l'impôt soit fort aggravé; car il n'a jamais lieu qu'à un demi-droit de plus, c'est-à-dire, à 5 pour cent, qui, joints aux 10 que le premier propriétaire aurait dû acquitter s'il avait survécu à l'usufruitier, font 15 pour cent, qui est le *maximum* du droit pour ce cas-là.

« Il n'en est pas de même des successions pour lesquelles les droits ne sont que de 4 ou de 6 pour cent. Ceux-là sont une exception dans l'exception; s'ils sont de 4, il peut être dû trois fois le droit, plus trois quarts du même droit, ce qui arrivera si des frères et soeurs succèdent l'un à l'autre dans la propriété chargée d'usufruit, assez de fois pour donner ouverture à ce droit; et, comme les neveux sont soumis dans la succession d'un oncle au droit de 6 pour cent, le droit ne sera répété que deux fois et demi pour la part que les neveux pourront recueillir, car pour eux comme pour les autres, toutes les mutations de propriété pendant la vie de l'usufruitier, ne peuvent leur coûter, compris le premier droit, que 15 pour cent.

« L'on cherchera vainement la raison d'une disposition qui paraît contre les principes d'une égalité de proportion, et en opposition même à ceux sur lesquels on a basé les règles et les exceptions pour la levée et l'impôt dont il s'agit.

« La résolution de suspendre la rentrée d'un impôt de quarante ou cinquante années après l'époque où il est dû, ce qui arrivera si l'usufruitier vit ce nombre d'années, est, selon moi, une conception métaphysique en finances; elle présage que l'impôt est destiné à être perpétuel, et qu'il y a peu d'espoir de le voir modifié.

Il attaque ensuite d'autres dispositions de la loi, qui lui paraissent les conséquences fâcheuses, mais nécessaires, du principe erroné sur lequel repose tout ce système. Il représente comme inexécutable celle qui frappe de l'impôt les immeubles situés chez l'étranger. « En compensation, (continue-t-il), on soumet à une législation étrangère les biens situés dans ce pays, si les propriétaires sont étrangers.

« Cette législation sera, dit-on, celle de France, qui est consignée dans le monument que l'on veut anéantir pour nous; la loi du 22 Frimaire an VII.

« Cette disposition est bien pour les Français: mais pourquoi astreindre à la législation Française les Espagnols, les Russes, les Anglais, etc., qui ont des biens dans ce pays? Puisque nous voulons, pour des biens-fonds situés dans ce Royaume, recevoir la loi du gouvernement sous lequel vivent les propriétaires de ces biens, il est conséquent de faire concourir et de recevoir en cette partie les législations de tous les peuples de la terre.

L'on obligera, dit-on, en chargeant d'impôts, en faveur de ce pays, des biens situés ailleurs, les propriétaires à les vendre, et à en placer le prix dans nos fonds publics; si cette mesure est avantageuse pour nous, elle devra être vraisemblablement en opposition avec les intérêts des Puissances étrangères; et celles-ci pourront, par des mesures sévères, que nous nous serons attirées, empêcher cette autre conséquence du système actuel que l'on ne dissimule pas.

« Il convient d'observer que la plupart de ceux qui ont des biens-fonds dans les pays étrangers, sont des habitants des provinces

XVI. *Heffing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

limitrophes, qui seront victimes de la mesure que l'on propose, et des représailles qui nous attendent.

Un autre effet de cette disposition, sera d'éloigner les étrangers qui auraient l'intention de venir habiter ce pays, et d'y apporter les revenus des biens situés dans le leur, et d'engager des habitants de ce Royaume à aller transporter leurs pénates ailleurs.

Ici il rappelle les dispositions adoptées à certaines époques de la révolution Française, et soutient qu'elles étaient moins fiscales que quelques-unes de celles de la loi proposée. Il examine les divers degrés de pénalité qu'elle statue pour les différens genres de contravention, et affirme qu'elle sera un objet d'étude pour les gens d'affaires, et une source de dépenses pour les contribuables qu'elle mettra dans la nécessité d'avoir recours à eux. Il se plaint qu'en même temps elle n'indique aucun mode à suivre par le fonctionnaire pour fournir la preuve qu'il a exécuté les dispositions qui lui sont prescrites, ni par le contribuable pour établir qu'il a satisfait à ce qui lui est imposé. « Tous les ressorts, (continue-t-il), sont tendus pour assurer la rentrée de l'impôt; on y assujettit l'usufruitier et les légataires qui renonceraient à l'avantage que leur aurait fait un testateur, avantage qui d'ailleurs pourrait n'être qu'apparent, si les charges étaient plus considérables que la valeur du legs. » Il blâme également l'usage du serment, qu'il regarde comme un moyen peu moral, et qui de plus n'atteint pas son but. Il fait l'énumération des circonstances où on l'employait autrefois, et qui s'étaient tellement multipliées que cet acte religieux n'était plus qu'une formule. Il s'étonne de ce que, les successions en ligne directe n'étant pas assujetties à l'impôt par la loi proposée, on exige des héritiers dans cette ligne une déclaration des biens des père et mère, déclaration qui devient absolument sans objet. Il remarque ensuite que l'impôt projeté est bien plus considérable, que celui que l'on percevait d'après le tarif annexé à la loi de Frimaire an VII. L'on ne paye plus, il est vrai, le droit de un pour cent sur les successions en ligne directe; mais on est soumis à 10 pour cent pour toutes les autres, certain nombre de cas exceptés; tandis que, d'après la loi de Frimaire, il n'était que de 5 pour cent. D'après cette loi, le mobilier n'était assujetti en ligne collatérale qu'à un droit de un et un quart pour cent, tandis qu'il l'est à dix pour cent dans la loi projetée. Il ne croit pas que l'origine étrangère de la loi de Frimaire soit un motif raisonnable de la repousser, et cite à ce sujet l'exemple de Louis XIV, qui, dans le temps de sa plus grande prospérité, eut soin d'emprunter à la Hollande et à la Belgique les principes de leur législation commerciale, qui étaient regardés comme des oracles. Il admet que la jurisprudence, à laquelle on voudrait nous ramener, pouvait convenir au régime de la République des Provinces-Unies, quoiqu'elle ne fût pas exempte de certains inconvénients qu'il indique: mais il ne voit aucun motif pour l'appliquer. « S'il y a, (dit-il), un pouvoir dans la Constitution (et ce pouvoir devrait être inventé s'il n'existait pas) qui est chargé de faire l'application de la loi, de toute la loi, mais aussi de rien autre que de la loi, et à qui on ne peut ôter de ses attributions sans attenter à la liberté publique et individuelle; supposer qu'il serait possible de trouver des juges qui oublieraient leur devoir, et s'en écarteraient en condamnant ou acquittant injustement un prévenu de contravention, est une injure atroce et surtout gratuite dans un pays où l'honneur de la magistrature, de ses conseils souverains, de ses cours supérieures, est demeuré à l'abri de tout reproche, de toute critique même, et dans les temps anciens, et dans les temps nouveaux.

Il ajoute que les tribunaux ordinaires doivent continuer à connaître des contraventions à la loi pour l'impôt sur les successions, dans les Provinces Méridionales, et que cependant à l'art. 37 il existe une équivoque qui laisse du doute sur l'autorité par laquelle doit être nommé le tiers arbitre, dans le cas où les deux premiers experts ne s'accorderaient pas sur ce choix. La nomination de ce troisième expert, étant un acte judiciaire, ne peut être exercée par des administrateurs.

Ici il rappelle que l'art. 62 du premier projet de loi sur la matière, contenait des dispositions inintelligibles. Elles ont été remplacées, suivant lui, par d'autres dispositions fort singulières. Il observe que d'après celles-ci, tout le prescrit des lois et arrêtés précédents sur les successions et mutations sera abrogé à dater du 1^{er} Février prochain. « Cependant, (ajoute-t-il,) les lois de 1806 et de Frimaire an VII, ont cessé d'avoir force dans le Royaume à l'expiration de l'année qui vient de s'écouler. Une loi abrogée ne peut plus avoir d'effet, et pour cela il est indifférent qu'elle ait été supprimée à une époque plus ou moins reculée. » Il développe cette idée, en disant, que, si l'on s'était mis dans la position, si facile à éviter, de donner un effet rétroactif aux premières lois ou à celle-ci, il était plus convenable de faire opérer la loi actuelle sur le passé que de ressusciter les deux autres. « En prenant ce dernier parti, (dit-il,) on eût évité aux habitants des Provinces Septen-

trionales la continuation, pendant un mois, d'un impôt qui, à ce qu'il paraît, était encore plus onéreux que celui dont il s'agit.

« Que l'on se garde bien de penser, qu'en rejetant la loi proposée, les deux autres vont continuer à avoir leur effet; nous ne sommes pas réduits à cette fâcheuse alternative. » Ce rejet, suivant lui, n'aura d'autre effet que de continuer l'état actuel, existant depuis le premier Janvier jusqu'à la présentation d'une autre loi, nécessairement meilleure, attendu les nombreux matériaux dont on pourra faire usage. Il récapitule les inconvénients du projet présenté, et répond à l'objection qui pourrait être faite, que la loi de 1806 s'est exécutée sans opposition dans la République des Provinces-Unies, en observant, que, si cette exécution a eu lieu conformément au texte précis de la loi, ce n'a pu être qu'en opprimant les habitants de ces provinces. D'ailleurs ces habitants, accablés de charges pesantes par les autorités qui avaient successivement existé chez eux, ont pu supporter leur sort avec résignation, dans l'espoir de le voir s'adoucir par l'établissement d'une monarchie, que leurs vœux appelaient depuis longtemps. Il observe qu'au surplus ce n'est point dans des républiques qu'il convient de chercher le modèle d'un régime à suivre sous une monarchie, et conclut en votant le rejet de la loi.

De heer 's Jacob (1): De wet welke thans aan de beoordeeling van U Edel Mogenden onderworpen is, is van eenen zeer moeilijken en ingewikkelden aard, zoo dat de beschouwing van haar een zeer ruim veld van bespiegelingen en aanmerkingen oplevert, waarmede het niet moeilijk zoude vallen de aandacht van U Edel Mogenden eenen geruimen tijd bezig te houden.

Daar mij slechts eenige oogenblikken tot spreken konden gegund zijn, heb ik mij voorgenomen om mij alleen tot een algemeen overzicht van deze te bepalen, en bij eene vergelijkende beschouwing tusschen het, tot dus verre in de Zuidelijke Provinciën bestaande regt van *mutatie*, en dat, hetgeen ons in deze concept-wet, onder de benaming van *regt van successie* wordt aangeboden, aan de belasting onder laatst genoemde benaming de voorkeur te geven. Ik merk aan:

1°. Dat deze concept-wet eene belasting bevat, die door U Edel Mogenden bij de bekrachtiging van de wet van 11 Februarij van het afgeloopen jaar, reeds is toegestaan, en alzoo behoort tot het stelsel van belastingen welke over den jare 1817 de behoefte van het Rijk moeten bestrijden;

2°. Dat eene belasting op den overgang van eigendom in het algemeen, ook in de Zuidelijke Provinciën, geene nieuwigheid is, zoo dat, voor zoo veel de belasting op het regt van successie met de voornoemde belasting in verband staat, deze in die gewesten niet als geheel ongewoon kan beschouwd worden.

Het komt er derhalve maar op aan, in hoe verre deze belasting op den overgang van eigendom, in geval van overlijden en op de wijze in de project-wet gewijzigd, als eene algemeene wet voor het Koninkrijk aannemelijk is.

Gedurende den tijd dat de Noordelijke Provinciën, onder de heerschappij van Frankrijk gezucht hebben, heeft men aldaar ook de ondervinding gehad van de wet van 22 Frimaire VIIde jaar; doch onder de eerste veranderingen welke de nieuwe Souverein aldaar invoerde, behoorde, naar het algemeen verlangen van de natie, de afschaffing van deze wet, en de weder invoering van die, welke men op de proef bevonden had, dat meer billijk en regtvaardig, en meer doelmatig in alle hare bepalingen was.

Trouwens, het is eene opmerking die de aandacht van U Edel Mogenden ten volle waardig is, dat de wet die thans aan uwe beoordeeling onderworpen wordt, wat het beginsel en de voornaamste bepalingen aangaat, door de ondervinding van meer dan eene eeuw in sommige van de Noordelijke Provinciën, onder het vroeger foederatif stelsel, de proef volkomen heeft doorgestaan, en steeds doelmatig aan den eenen kant, en onschadelijk voor het belang van de ingezetenen, aan den anderen kant, bevonden is; terwijl deze, bij het invoeren van het algemeen stelsel van belasting in den jare 1806, voor de Vereenigde Provinciën, na door een ervaren staatsman en regtsgeleerde herzien te zijn, in deze verzameling als eene onder alle oogpunten bekwame en geschikte wet is aangemerkt. Ik durf derhalve met gerustheid zeggen: dat niets krachtiger in het voordeel van deze wet kan spreken, dan eene dusdanige langdurige ondervinding, daar toch niemand

(1) De heer 's Jacob sprak in de Hollandsche taal volgens de *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n°. 601, waar zij in de Nederlandsche en Fransche taal voorkomt. Zie den Hollandschen tekst in de *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 54. Blijkens de berigten, voorkomende in *l'Oracle* n°. 24, *le Courier Belgique* n°. 11, en *Dagblad van Noord-Brabant* n°. 9, verwekte die voordragt gedruisch op de tribunes.

XVI. *Hefjing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

zal ontkennen, dat deze de beste leermeesteres voor de deugzaamheid van alle wetten is.

Ik geloof tevens dat deze aanmerking de volledigste oplossing in zich bevat, tegen alle die declamatiën, welke men met zoo veel nadruk en ophef hoort aanvoeren tegen het vexatoire, tegen het gevaarlijke en omslagtige, dat men bij de executie van deze wet zoude ondervinden, en waarvan men onder allerlei gedaanten de afschuwelijkste tafereelen ophangt. Dusdanige wapenen zijn dikwijls voordeel in den mond van hem, die de toejuiching van de menigte verlangt, wier regten hij voorgeeft te verdedigen; doch deze doen minder af, bij den man die zich door dit gogelspel niet laat wegslepen en, zonder vooroordeel of vooringenomenheid, met bedaardheid wil onderzoeken wat er eigenlijk van de zaak is, en wat in de daad met het ware belang van de natie strookt.

En wanneer wij, na deze algemeene aanmerkingen, ons een oogenblik tot de vergelijking bepalen, welke wij ons hebben voorgesteld, dan vinden wij, dat de wet van 22 Frimaire, aan welke door sommige leden van deze Vergadering de voorkeur gegeven wordt, beginselen bevat, die, naar mijn inzien, oneindig minder billijk zijn, dan diegenen die wij in de nieuwe concept-wet aantreffen. Of kan men het billijk heeten: 1°. dat de publieke schatkist een regt vordert van den overgang van eenen *fictionen* en *niet aanwezigen* eigendom; met andere woorden, is het billijk, dat de belasting op den overgang van eigendom bij successie, berekend worde naar het *bruto* bedrag van de nalatenschap; en derhalve dat de erfgenamen of verdere belanghebbenden, zoo wel van het *passief* als van het *actief* eens boedels, betalen?

Een dusdanig beginsel bestond, vóór den jare 1806, in de Noordelijke Provinciën gedeeltelijk ook; de publieke fondsen aan het succesie-regt onderhevig betaalden naar de *nominale* en geenszins naar de *effective* waarde, tot dat de wet van 1806 aan dit bezwaar te gemoet kwam, en het regt van de schatkist met de belangen der contribuabelen in verband bragt.

2°. Kan het billijk beschouwd worden, dat de publieke schatkist op een gedeelte van zoodanige nalatenschap, (al was dit dan ook nog zoo gering) aanspraak maakt, waar de opgaande en nedergaande *linie* in de natuurlijke regten treedt en de zoon het erfdeel zijns vaders vraagt, of de ouders in de noodlottige verplichting gebragt worden om van hunne kinderen te erven?

Is het billijk, dat eene vrouw, die de gevoelige smart ondervindt, bij den dood van haren echtgenoot, van zijne zorgen en onderhoud beroofd te worden, wanneer zij met de moeilijke taak van de opvoeding harer kinderen belast blijft, van hetgeen zij uit de nalatenschap van haren overleden man geniet, nog eene schatting in 's Rijks kas zal moeten storten? Wie zal dit in gemoede kunnen beweren?

Ik ben van oordeel, dat het als eene weldaad van een Gouvernement moet beschouwd worden, wanneer dergelijke wetgevende bepalingen door meer billijke worden vervangen.

Maar, is misschien de belasting, krachtens de wet van Frimaire, zoo gering, dat het regt van de schatkist geen bezwaar zoude kunnen heeten?

Ik geloof dit niet! Men betaalde immers voor den overgang van eigendom en van het vruchtgebruik, in dit en de volgende gevallen berekend, tegen de helft van de waarde; in de *regte linie* zoo van roerende als onroerende goederen, een *quart per cent*, hoe zeer de bepalingen voor de Zuidelijke Provinciën in den jare 1814 zijn afgeschaft geworden; een *per cent* voor gelijke mutatie van onroerend goed; voor den overgang van eigendom en vruchtgebruik van roerende goederen aan collateralen en vreemden een en een *quart per cent*; en tusschen echtgenooten *vijf achtste per cent*, en voor de onroerende goederen tusschen echtgenooten *twee en een half per cent*; terwijl de onroerende goederen, die op collateralen en vreemden overgingen, *vijf per cent* aan de schatkist opbragten.

Het komt mij voor, dat dit nog zoo gering niet is, vooral wanneer men in aanmerking neemt, dat, in geval van nalatenschappen, de wet geene graden van betrekking tusschen den erflater en erfgenaam in het oog houdt.

En wanneer men dan nu een oog slaat op de wet die hier aangeboden wordt, dan vindt men een geheel tegenovergesteld beginsel in het oog gehouden.

Geen erfgenaam is iets aan het Rijk verschuldigd, dan van dat geen hetwelk, na aftrek van de schulden, wezenlijk tot het *actieve* van den boedel behoort, en dus van dat geen *hetwelk hij met de daad geniet*, en niet vroeger dan wanneer hij het geniet.

De belasting daar te boven drukt geen ad- en descendenten in de opgaande en nederdalende linie; zij drukt geene met kinderen belaste weduwen. De schatkist maakt derhalve hier geen inbreuk op de regten van het bloed; zij wil geen penning van de hulpe-loze moeder die, door de smartelijkste verscheuring van den huwelijksband, onder de kommerlijkste zorgen gedrukt gaat. Maar

de wet treft den collateralen erfgenaam, en dat nog wel niet anders, dan in eene geëvenredigde proportie, naar gelang van zijne mindere of meerdere verwijdering van den erflater; de gradatie die in de toepassing van het regt geobserveerd is, verdient de volledigste goedkeuring.

Wanneer de publieke schatkist eene bron van ressource vinden moet in den overgang van eigendom bij nalatenschappen, dan is het niet hard, dat iemand, die door eene vrijwillige daad van mildadigheid, zijne fortuin, dikwijls op het onverwachtst, verbeterd ziet, daarvan in de proportie van zijne mindere of meerdere verwachting, en dus in evenredigheid van de mindere of meerdere mildadigheid van den gever, iets in de schatkist stort.

Het is waar, dat bedrag is in die gevallen veel aanzienlijker dan dat, hetgeen de wet van Frimaire vorderde. Maar hetzelfde is echter niet onmatig. In de collaterale linie, en van vreemden alléén, bedraagt hetzelfde *tien, zes en vier* ten honderd, naarmate van de afstanden en de betrekkingen tot den erflater.

Dan, men stelle hietegen over, dat in de opgaande en nedergaande linie, dat tusschen echtgenooten waar kinderen bestaan, dat er, bij overgang van eigendom buiten nalatenschap, niets betaald wordt; en dat er bovendien nooit betaald wordt, dan van datgeen, waaruit de nalatenschap met de daad en zuiver bestaat, en dan geloof ik, ter goeder trouw niet, dat de zoodanigen, die van onvoorziene en onverpligte erfenissen en voordeelen voor anderen betalen, in de gegeven omstandigheden, beklag verdienen.

Bovendien maakt de wet nog eene zeer billijke algemeene uitzondering omtrent boedels die geene f 300 active waarde hebben; aan deze is alle belasting, in alle gevallen, kwijtgescholden.

Door alle deze bepaalde uitzonderingen gevoelt men duidelijk, dat het getal boedels, aan dit regt onderworpen, zich tot zeer weinige reduceert. Verre de meeste bevatten minder dan f 300 active waarde, andere zijn tot beneden die som door lasten en schulden verminderd; in de meeste nalatenschappen bestaan er descendenten in de regte lijn, en ook somtijds adscendenten; dikwijls gebeurt het, dat de overblijvende echtgenoot met kinderen belast is; zoodat de uitgezonderde gevallen zoo menigvuldig zijn, dat deze omtrent de plaats van den regel in de wet beslaan.

Mijn bestek gedooft niet om in meer bijzonderheden te treden of het reglementaire van de wet in aanmerking te nemen; ik heb mij alleen willen bepalen tot een kort overzicht over de beide wetten, en, om in zoo verre zij uit haren aard voor eene vergelijking vatbaar zijn, de voorgestelde project-wet in hare beginselen en toepassing, boven de tot dus verre in de Zuidelijke Provinciën bestaande wet op het regt van mutatie, de voorkeur te geven.

Ik ga over ter beantwoording van eenige gemaakte bedenkingen, voor zoo verre zij deze beginselen betreffen;

1°. Deze project-wet, zegt men, gaf aanleiding tot bedrog en kwade trouw; het zoude moeilijk vallen de boedels met gefinancierde schulden te belasten, om daardoor de belasting te ontgaan, of te verminderen.

Ik twijfel of deze mogelijkheid een genoegzamen grond oplevert om de wet als ondoelmatig en alzoo als niet aannemelijk te beschouwen; dit zoude te veel bewijzen! Want, zal men ooit wetten maken, die de hebzucht of de kwade trouw niet ontdruken kan?

Voor hem, die eer noch geweten bezit en opzettelijk ter kwader trouw, zich aan alle maatschappelijke en burgerlijke verplichtingen onttrekt, zijn de menschelijke straffen omtrent altoos ontoereikende, dit bewijst heloos de ondervinding; maar deze veronderstelde mogelijkheid behoort bij den wetgever nooit eene beweegreden te zijn, om wetten, die anderszins geene onzedelijke maar integendeel eene goede maatschappelijke strekking hebben, als ontoereikende te beschouwen, en ze, om die reden achterwege te laten, ten ware men ook in onze dagen wederom tot het beginsel wilde terugkeeren, om ieder mensch in het oog van de wet, als *zedelijk slecht* te beschouwen.

Maar ook de ondervinding moet hier wederom tot vraagbaak verstrekken.

In de Noordelijke Provinciën, waar de wet op het regt van successie, nu sedert zoo vele jaren bestaan heeft, zal men omtrent geene voorbeelden van dusdanige practijken weten aan te wijzen; en waarom willen de vertegenwoordigers van de Zuidelijk Provinciën, die deze tegenwerping voornamelijk en alleen maken, hunne landgenooten onder deze verschrikkelijke verdenking brengen? Ik heb geene reden dit meer in de Zuidelijke, dan in de Noordelijke Provinciën te veronderstellen.

2°. Men heeft gezegd: dat vaste goederen buiten 's lands gelegen aan het successie-regt hier te lande geheven, niet behoorden te betalen, daar, naar beginselen van regten, onroerende goederen alleen aan de plaatselijke wetten, waar die gelegen zijn, kunnen onderworpen zijn.

In het afgetrokkene is dit regtsbeginsel niet tegen te spreken;

XVI. *Heffing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

maar ik geloof dat de toepassing op deze bepaling van de wet niet juist is.

Onroerende goederen volgen de wetten van de plaats, waar deze gelegen zijn, wanneer over die goederen bij voorbeeld geschil ontstaat; in zoo verre zijn zij ongetwijfeld aan geene andere onderworpen.

Maar hier is het geheel iets anders. — De vraag is, of goederen buiten's lands gelegen, behooren tot het saldo van eene nalatenschap welke binnen dit Koninkrijk opgevallen is? In dat geval behoort het tot het beginsel van de wet, dat ook van die goederen, waarmede de erfgenamen hier gebaat worden, worde betaald.

De schatkist vraagt de belasting daar, waar de nalatenschap opgevallen is, om het even, uit welke goederen die nalatenschap is zaamgesteld, en waar deze gelegen zijn. Het is dus eene *personele belasting* van den erfgenaam of van hem die hier te lande uit eenige nalatenschap voordeel trekt, *vis-à-vis* de schatkist; zonder dat het er, naar mijn inzien, het allerminst toe doet, door welke wetten, sommige objecten, waaruit de nalatenschap bestaat, geregeerd worden.

Door vreemdelingen aan dit regt te onderwerpen, zegt men, loopt men gevaar van schadelijke wederkeerigheden, nadeeliger dan het *droit d'aubaine*!

» Welke Mogendheid is daartoe uitgelokt, of heeft met de daad zoodanige represailles genomen, sedert de honderd jaren dat deze of gelijksoortige en op dezelfde beginselen gegronde wetten, binnen onze oude Republiek bestaan hebben?

Ik zeg, dat ik daarvan geen voorbeeld weet, en zoude met gerustheid durven verzekeren, dat er geene bestaan!

Waarom, vraag ik, verzint men dan zwaarigheden die in niets, dan in herschimmen bestaan?

3°. De uitgebreide en moeilijke aangifte van boedels, hebben ten gevolge, dat de staten der boedels worden opgelegd, hetgeen ten allen tijde in een land van handel als zeer schadelijk is beschouwd.

De wet heeft tegen deze openbaarmaking, zoo veel mogelijk, voorzien; de ambtenaar, die met de regeling van het regt belast is, is een vertrouwd en beëdigd persoon, buiten hem is er niemand dan de algemeene directie, die inzage in den boedel heeft.

En waarom zouden nu de staten der boedels in handen van dezen ambtenaar meer gevaar loopen, dan, bij voorbeeld, die aan elken notaris of ontvanger van het enregistrement? Alle deze staan gelijkelijk onder eede, en verdienen het vertrouwen van het Gouvernement.

Maar, bovendien, in de Noordelijke Provinciën, aan sommige van welke men althans niet zal ontzeggen, dat zij door hunne uitgebreide betrekkingen in de vier werelddeelen, het karakter van *handeldrijvende* verdienen, en waar deze wet, reeds zoo vele jaren, is in vigueur geweest, heeft men zich over dit bezwaar, voor zoo veel ik weet, nimmer beklaagd!

Ik ga over, te antwoorden op de aanmerkingen, omtrent den gevorderden eed, gemaakt.

Men beweert, dat de eed in art. 34, § 48, een maatregel is, welke strekt om de moraliteit van de natie te krenken, dat de gewoonte den eed, eindelijk, als eene bloote formaliteit doet beschouwen, vooral wanneer men gedurig het geweten met het eigenbelang in strijd brengt.

Bij eene natie die niet van zedelijke en zelfs van godsdienstige beginselen ontbloeit is, kan ik niet zien, dat de eed, die men, bij deze wet vordert, en zoodanig als deze gevorderd wordt, zulk eenen nadeeligen invloed op de *moraliteit* hebben zal, hoewel ik het in het beginsel eens ben, dat de wetten, zoo weinig mogelijk, de gewetens door eeden op de proef behooren te brengen.

Ondertusschen schijnt de aard der zaak den eed hier eenigzins onvermijdelijk te maken. De belasting treft zoo wel roerende als onroerende goederen. In sommige van de Noordelijke Provinciën bestaan de boedels omtrent in niets anders dan in credieten en actien. En wie zal nu ontkennen dat het moeilijk, ja zelf, dat het bijna onmogelijk is, om het achterhouden van deze goederen te bewijzen? Er kunnen bij de administratie vermoedens bestaan, maar in de meeste gevallen moet het daarbij blijven?

Tegen dit bezwaar heeft de wetgever willen voorzien, door een vertrouwen in den belastingschuldige te stellen; aan hem is het opgedragen te verklaren, waarin het zuiver bedrag des boedels bestaat, en om deze verklaring meer klem bij te zetten, verlangt de wetgever dat hij zich onder eede zuivere, *willens en wetens niets verzwegen te hebben*.

De man die uit eerlijke beginsels te werk gaat, en met eerbied voor het gewigt van den eed bezielde is, kan nooit zwaarigheid maken dien af te leggen, terwijl hij, die het oogmerk van bedrog in zijn hart voedt, en den eed als eene bloote formaliteit

beschouwt, op eene misdadige wijze zijne conscientie bezwaart, en gevaar loopt van zoo wel de poenaliteiten van deze wet, als de criminele straffen tegen den meened bepaald, op zich te laden; dit laatste kan geen motief zijn om dezen zuiverings-eed geheel achterwege te laten!

Maar, Edel Mogende Heeren, laten wij de gevallen onder de grootste zeldzaamheden beschouwen; laten wij gelooven, dat, naar mate de geest van zedelijkheid meer en meer onder de natie aangekweekt wordt, de vrees voor eene dergelijke teleurstelling in vertrouwen van de wet, minder mogelijk worden zal.

Om deze reden, en omdat de ondervinding in de Noordelijke Provinciën niets nadeeligs tegen de moraliteit van de natie nitegewerkt heeft, beschouw ik dien eed niet alleen onschadelijk, maar in het beginsel van de wet volstrekt noodzakelijk.

Om alle deze redenen stem ik dus voor de wet, zoodanig als deze, met de daargestelde amendementen, aan deze Kamer is overgelegd.

M. Reyphins (1): J'ai eu l'honneur de dire à la séance d'avant-hier, que j'aurais fait ressortir les grandes beautés que j'avais découverte dans le projet de loi qui est soumis à votre délibération; mais qu'il me fallait un temps moral pour présenter à cet égard un travail digne de quelques moments d'attention de Vos Nobles Puissances; je vais tâcher de m'acquitter de cette espèce d'obligation que j'ai contractée, pour empêcher qu'on ne mit trop de précipitation dans la discussion du projet.

La matière est aussi riche que belle, et je m'étais proposé d'abord de parler d'abondance; mais depuis que certaine aventure, dont un honorable ami pourra donner la clef, m'a donné la certitude qu'il n'est point impossible que l'on dénature nos paroles, nos phrases et nos pensées, j'ai cru qu'il était nécessaire de fixer par écrit les observations que je vais présenter à la Chambre sur le projet de loi relatif aux droits de succession.

Avant que de toucher à ce qui constitue l'excellence du fonds sur lequel la loi est basée, je dois faire remarquer quelques traits qui caractérisent le mémoire que M. le Conseiller-d'Etat Directeur-Général des contributions indirectes, Appellius, nous a fait distribuer à l'appui de son projet de loi.

Les Etats-Généraux veulent, dit-il, qu'il soit perçu un droit de succession. Nous avons pensé, que, pour la perception d'un impôt, il fallait une loi, et que cette loi ne se forme pas par la seule volonté des Etats-Généraux. Cette première découverte, qui peut étonner dans notre régime constitutionnel, conduit M. le Directeur à une autre vérité, et il dit gravement: que cette volonté des Etats-Généraux ramène naturellement au droit, qui est actuellement perçu dans les Provinces Septentrionales, en s'écartant entièrement de ce qu'on paye dans les Provinces Méridionales pour la mutation de propriété en cas de décès. Nous avons la bonhomie de croire, que, pour établir une conséquence, il fallait prouver la vérité des *prémisses*, et voilà tout-à-coup que M. le Directeur-Général nous débarrasse de cette entrave. Félicitons-nous, Nobles et Puissants Seigneurs, de cette nouvelle découverte; si la logique d'Aristote a illustré la Grèce, si celle de Port-Royal honora la France, celle-ci va honorer les Pays-Bas. Je vois dans l'avenir, et on l'appellera la *logique indirecte*; par ce moyen nous sommes évidemment dispensés d'examiner la question de savoir, s'il n'aurait pas mieux valu adopter la loi, qui régit actuellement le droit de succession dans les Provinces Méridionales, en la modifiant selon les circonstances; c'est ainsi qu'un trait de génie nous conduit droit à la vérité. C'est avec la même justesse, que M. le Conseiller-d'Etat justifie la hauteur de l'impôt fixée par l'article 1er de son projet à dix pour cent; car *puisque*, dit-il, *le droit de succession est toujours payé pour une augmentation de bien, sur laquelle on n'a pu compter, il est évident que la cession d'une partie de ces possessions, au profit de l'Etat, est moins onéreuse qu'aucune autre sorte d'impôt*. L'esprit de famille, qui a toujours distingué les peuples des Pays-Bas, était un préjugé qui les contraignait souvent à recueillir des successions collatérales qui ne peuvent causer que de l'embarras. Grâce à ce nouveau trait de génie, le premier pas est fait, et le fisc va nous rendre la tranquillité, troublée souvent par un accroissement de fortune, auquel nous ne nous attendions pas, quoiqu'indiqué par la nature même.

Je quitte à regret le mémoire *instructif* de M. le Directeur-Général, qui contient une foule d'autres beautés, pour m'attacher

(1) Deze rede is door de *Nederlandsche Staats-Courant* en de *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) niet medegedeeld. In haar geheel werd zij opgenomen in l'Oracle n°. 25; la Gazette de Leyde n°. 9; en le Journal de Gand n°. 26.

XVI. *Heffing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

au projet de loi lui-même, objet principal de mon obligation. L'article 2 est le fruit d'une conception vaste et hardie; des législateurs timides, se traînant pitoyablement sur le champ des préjugés, dictés et maintenus par une pauvre routine, se sont imaginés que la loi, établissant un impôt sur des biens quelconques, ne pouvait et ne devait atteindre que les biens situés sous son ressort, mais qu'au-delà des limites où elle exerce son empire, les biens étaient par leur nature même affranchis de son joug; mais que ne peut un génie *imposant*! D'un trait de plume notre art. 2 franchit toutes les barrières; il embrasse l'univers, et nous ferons voir, que, lorsque notre fisc N. . . . sera *flanqué* de cette pièce nouvelle, il n'y a point de pays au monde qui ne doive devenir son tributaire; il dira comme autrefois, et peut-être encore aujourd'hui, le roi d'Espagne: *Le soleil ne se couche point dans mes domaines*. Pour nous procurer cet avantage incalculable, il a fallu d'abord attacher la force de la loi à la seule habitation dans le Royaume, et c'est ce que l'auteur de cet art. 2 a fait avec une sagesse admirable, et en développant sa pensée principale, il ajoute: « sans distinction, si l'habitant s'est établi depuis peu ou depuis long-temps sur le territoire du Royaume, ni s'il a en même temps un domicile fixe en pays étrangers; » de là résulte qu'on ne pourra se servir d'aucun prétexte pour éluder la loi: le cadavre même du défunt prouvera son habitation, puisque, ni le temps de cette habitation, ni le domicile fixe en pays étranger ne changent rien au principe établi par ce sublime projet. Si l'on combine la force de ces dispositions avec la situation *heureuse* de notre belle patrie, qui n'admira point l'esprit pénétrant qui lui a procuré cet immense avantage! Des étrangers d'un rang distingué, jouissant d'une fortune brillante, attirés par les agréments de nos villes et la douceur du Gouvernement, viennent nous apporter un tribut dont ils ne se doutent pas; ils se trouvent sur notre sol; la mort les frappe, et leur succession, si elle est collatérale, nous est dévolue; nous établissons un régulateur, nous prélevons ce qu'il nous plaît, et nous rendons le reste à leurs héritiers. Nous ne craignons pas de dire, que cette découverte est unique dans son espèce, et elle fera époque dans les annales de notre admirable législation. Ceux qui se laissent guider par une critique minutieuse ou timide, objecteront peut-être que la hardiesse de la conception, que je me plais à vanter, pourrait bien rester sans effet, à raison de la situation des biens dans des pays éloignés. J'avoue franchement qu'avant d'avoir pénétré dans le sanctuaire de la sagesse, qui a si noblement présidé à la rédaction de la loi, je n'étais point sans crainte sur son exécution, et j'avais la faiblesse de croire que son auteur n'avait point proportionné ses dispositions aux moyens de l'exécution; je me demandais comment l'activité de notre fisc pourrait atteindre les biens situés en Angleterre, en France, aux Indes, enfin dans les quatre parties du monde; mais un certain trait de lumière n'a pas tardé à dissiper les ténèbres dans lesquelles j'étais prêt à me plonger; je me suis reproché d'avoir résisté un seul instant à cette voix intérieure qui me disait: *Celui qui a su créer, saura exécuter*; et en effet, dans quel pays ne trouvera-t-on pas un régulateur de succession? Où trouvera-t-on l'homme assez barbare pour se refuser à la prestation d'un serment de bonne foi, que nous lui imposons? Je passe donc avec confiance sur cette objection, dictée par la légèreté, et je me flatte déjà d'avoir fait ressortir une première beauté de la loi; je vais m'attacher à la seconde.

Les législateurs qui ont le mieux mérité de l'espèce humaine, et à qui celle-ci doit le plus de reconnaissance, sont ceux qui, dans la forêt des préjugés, ont porté la cognée avec le plus d'adresse et de prudence; dans cette forêt on a vu figurer avec une espèce d'orgueil le droit de propriété, source intarissable de dissensions, de procès, de guerres et par conséquent de calamités; portez le premier coup, et un coup vigoureux à cet arbre antique, c'est acquérir le droit de se placer au premier rang des grands législateurs, et la loi que nous discutons, donne ce droit dans un degré éminent. Un de mes honorables collègues, distingué par sa noble franchise, disait, en Section et lorsque les beautés de la loi nous donnaient les premiers ravissements, que depuis Romulus jusqu'à nous, on avait respecté la maxime: *le mort saisit le vif*; mais, si cette maxime est aussi ancienne que l'on voudrait le faire croire, est-elle pour cela moins désastreuse? Elle est une des principales bases de ce misérable droit de propriété que nous avons indiqué comme la source de tous nos malheurs; ainsi, gloire à celui qui a donné l'exemple de sa destruction; le mort saisira encore le vif, mais ce sera le fisc, qui sans doute est vif par excellence. Et quelle étrange prétention que celle de nos pères, qu'ils nous ont transmise d'âge en âge, de vouloir aussitôt qu'une succession leur était échue, la partager, la liquider, disposer enfin des biens qui la composent comme de leur vraie et incommutable propriété! Les lois ne veillaient pas à leur tranquillité, comme celle que l'on

propose va veiller à la nôtre. *Une augmentation de biens, sur laquelle nous n'avons pu compter*, pourrait nous donner une sensation trop vive et nuire à notre bien-être physique; c'est pourquoi la loi a sagement établi par une foule de dispositions que la joie des héritiers doit être modérée. Elle ne donne d'abord la possession qu'en perspective, et elle en écarte les héritiers par des régulateurs, par des déclarations, par des certificats, par des séquestres, par des serments; et, enfin, comme un médecin sage et prudent, elle délivre le permis de partager, de disposer, après avoir prélevé la part qu'elle a déclaré lui appartenir. Le coup donné au droit de propriété, est celui d'un athlète; mais son effet actuel n'est rien en comparaison de celui qu'il nous présage; toutes les mesures d'un Gouvernement éclairé doivent tendre à fortifier les bases de la tranquillité et du bonheur des peuples, et même, autant que possible, à leur donner cet état de *quiétude* parfaite dont ont joui quelques sages célèbres; mais personne n'ignore que l'on ne peut parvenir à cette perfection, si les familles sont continuellement troublées par les soins qu'exige le droit de propriété; le premier pas vers le bonheur étant fait, les autres suivront sans doute de près. Pour la perception d'un impôt indirect sur les successions, le fisc aura la complaisance de s'emparer de la totalité des successions; mais de l'indirect ou direct, le pas doit être glissant, comme celui, dit-on, de l'amitié à l'amour. L'Etat perçoit un impôt direct, à raison de la valeur de nos propriétés, sous les noms de contributions foncière, personnelle, mobilière; pourquoi ne fonderions-nous pas l'espoir que, dans la vue de compléter notre système de *bonheur*, il voudût bien se rendre au moins le régisseur de nos propriétés, prélever aussi l'impôt direct, et faire ensuite la distribution de l'excédent; il n'y a pas la moindre différence dans les motifs, car l'une propriété n'est pas plus sacrée que l'autre; par ce moyen, le Royaume ne présenterait plus qu'une grande famille, dont le fisc serait le père; et la proposition de ce nouvel ordre de choses recevrait indubitablement l'assentiment des représentants de la nation, comme va recevoir celui dont je me suis chargé de faire l'éloge.

Ainsi, cette seconde beauté est digne de la première, et je les regarde comme principales et de premier ordre; une foule d'autres se présentent et se disputent la préférence: le choix m'embarrasse, mais je me précipite sur l'*inquisition*. A ce mot, Nobles et Puissants Seigneurs, ne vous effrayez pas; ce n'est point cette inquisition farouche et terrible dont je vais vous entretenir; c'est, au contraire, une inquisition douce, insinuante, persuasive, dont la loi va se servir pour qu'il n'existe plus de secrets de famille; pour votre bonheur et l'avantage de la vérité, on va établir le système le plus franc et le plus loyal, qui jamais ait été conçu. On ne verra plus de maisons de commerce jouir d'un crédit qui ne soit fondé sur l'exactitude arithmétique de ses moyens pécuniaires. Un crédit fondé sur la bonne foi, la probité et la fidélité a pu être de quelque avantage autrefois, et lorsque l'ignorance des vrais principes étouffait le génie; mais aujourd'hui que nous allons développer un système fondé sur des lumières nouvelles, on ne risque rien à contraindre un négociant d'affirmer, sous serment, qu'il a fait connaître fidèlement tous les secrets de sa fortune, de ses opérations commerciales; et pour prouver que la loi emploiera à cet égard des moyens de douceur, je n'ai qu'à rappeler les mots de l'art 36 du projet de loi: *Si le préposé découvre ou soupçonne quelques erreurs dans les déclarations, il fera des recherches exactes, il interpellera à ce sujet les parties intéressées, et emploiera la voie de la persuasion pour les engager à faire la déclaration des biens qu'il soupçonnera avoir été celés*, etc. Je vois déjà, que, pour opérer cette persuasion, on emploiera des hommes doués d'une éloquence douce et agréable; l'allocution sera sans doute l'occasion d'une réunion de famille, et c'est ainsi qu'une loi, qui, au premier abord, ne semblait que fiscale, va devenir une source de vertus pacifiques et de talents oratoires; et si la fête se termine par la prestation de serment, elle sera tout à la fois fiscale, domestique, oratoire, inquisitoriale et religieuse.

Je craindrais, Nobles et Puissants Seigneurs, d'abuser de votre patience, si je continuais à dérouler le tableau magnifique que nous présente le projet de loi; les observations faites dans les Sections ont fait disparaître quelques beautés de détail que nous regretterons plus tard; j'ai même craint que, cédant aux vœux de plusieurs, on n'eût supprimé le serment qui figure avec tant d'avantage parmi les autres institutions sublimes. On a beau dire, qu'il n'y a rien de plus dangereux en morale que de placer l'homme entre sa conscience et son intérêt; cette idée mesquine est indigne du génie qui a créé la loi, et l'onction qu'emploieront les prédicateurs fiscaux indirects dans l'intérieur des familles, empêchera bien les faux serments, qu'une fausse délicatesse de plusieurs de mes collègues a paru craindre.

J'espère que Vos Nobles Puissances excuseront la faiblesse de

XVI. *Heffing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

l'esquisse que je viens de leur présenter; je me flatte cependant d'en avoir dit assez pour faire sentir que notre système d'impôts indirects va être porté au plus haut degré de perfection, et je profite du moment, où nous allons nous séparer, pour avoir l'honneur d'affirmer, qu'en suivant ce plan de législation, nous marchons à grands pas vers ces siècles, que nous appelons les siècles de félicité, mais que nos ignorants modernes, avec un orgueil dédaigneux, ont appelé les siècles de barbarie; de retour dans nos provinces, nous chanterons les louanges de l'homme, qui a étendu si prodigieusement la sphère de nos idées; nous ferons le récit à nos concitoyens de tout ce que nous avons vu et entendu pendant notre session, et nous verrons des larmes de joie arroser le sol de notre heureuse patrie.

M. de Secus (1): Quand dans un Etat, dont la Loi Fondamentale a solennellement consacré le droit de propriété, ce droit sacré qui a fondé les sociétés humaines; quand dans cet Etat on présente un projet de loi qui, sous l'apparence d'un impôt, attribue au fisc une quotité dans toutes les successions collatérales ou de pure générosité, qui lui donne le droit de tenir ces successions sous le séquestre, qui l'introduit dans le secret de la fortune de toutes les familles, qui l'institue pour ainsi dire cohéritier universel, on se demande de prime abord: sur quel principe a pu s'établir un pareil projet de loi?

M. le Directeur-Général, dans un mémoire spécialement destiné à développer ces principes, les établit ainsi: *Puisque, dit-il, le droit de succession est toujours payé sur une augmentation de biens sur laquelle on n'a pu compter, il est évident que la cession d'une partie de ces possessions au profit de l'Etat est moins onéreuse qu'aucune autre sorte d'impôt.* Il dit ailleurs: *qu'on n'exige la totalité du droit que quand le bénéfice acquis peut être regardé comme inattendu.*

De ces phrases sortent deux principes. Une succession collatérale peut être regardée par le Gouvernement comme pour un gain, dont il peut sans injustice s'attribuer une part.

Il est des cas, où on peut forcer un propriétaire à céder à l'Etat une partie de ses possessions sans indemnité, sous prétexte que cette cession est moins onéreuse qu'un impôt.

Aucun de ces principes n'est admissible.

Quoi qu'en dise l'article 2 du projet de loi, la propriété des biens n'est jamais vacante; à l'instant de la mort du propriétaire, elle passe à son successeur, ou par la force de la loi, ou par la disposition légale du testateur. Dans tous les pays où le droit de propriété est connu, dans tous les Gouvernements où les sujets sont des personnes et pas des choses, le principe, *le mort saisit le vif*, est regardé comme un axiome.

Ce principe fondamental de toute législation en matière de succession, est consacré par l'article 174 du Code Civil, qui porte: *Les héritiers légitimes sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt.*

De là il suit: que la propriété, qui arrive à un individu par le décès d'autrui, n'est point un gain, mais qu'elle est aussi sacrée sur son chef que telle autre acquise à tel titre que ce soit.

Si dans l'expression ordinaire on peut appeler gain inespéré une succession éloignée que le cours de la nature ne rendait pas probable, le Gouvernement ne doit jamais y voir qu'un droit, une émanation de la loi.

Les hommes se succèdent et se transmettent leurs propriétés; les lois ont fixé les règles de cette transmission; elles ont établi les formes pour les actes entre vifs, l'ordre de successions *ab intestat* et les formalités nécessaires pour user légalement de la faction testamentaire.

Le Gouvernement doit protection égale à toutes les propriétés et à tous les propriétaires; il doit voir du même œil tous les genres légaux de transmission. S'il en use autrement, il se met lui-même à la place des lois.

Il est donc contraire à toute notion de droit qu'un Gouvernement regarde une succession quelconque comme un gain, sur lequel on ne devait pas compter, pour s'en attribuer une partie.

Si pareil principe pouvait être admis, du même droit il pourrait s'immiscer dans toutes les spéculations du commerce, forcer les négociants à lui exhiber leurs livres, fixer le taux du bénéfice qu'elles doivent procurer selon les cours ordinaires des événements, et s'attribuer une part dans tout ce qui surpasserait ce taux, sous prétexte que là aussi le bénéfice acquis doit être regardé comme inattendu: l'un ne serait certainement pas plus injuste que l'autre. L'article 34, § 17, force bien les héritiers

à exhiber au fisc tous les actes et pièces originales qui concernent l'actif de la succession; à déposer même, ce qui est inouï, des copies de ces pièces entre ses mains, s'il lui plaît de les exiger.

Je passe au second principe: le § 2 de l'article 164 de la Loi Fondamentale, que nous avons tous juré de maintenir, porte que personne ne peut être privé de sa propriété, que moyennant une juste indemnité.

Il répugne donc à la Loi Fondamentale de forcer un habitant à céder à l'Etat une partie de ses possessions sans indemnité, quand même on démontrerait que cette cession est moins onéreuse à la généralité qu'un autre impôt.

Ici je prévois l'objection. Le droit qu'on veut établir, dira-t-on, est un véritable impôt, qui n'est pas plus contraire à la Loi Fondamentale que tous les autres impôts; que le droit établi par la loi du 22 Frimaire an VII, si on lui a donné le nom de cession, c'est que tout impôt est réellement une cession d'une partie de propriété.

Pour résoudre cette objection, j'examinerai d'abord la nature et les caractères distinctifs de l'impôt, en les comparant avec le prescrit de la loi du 22 Frimaire an VII, et avec le projet de loi. Vos Nobles Puissances verront que la loi du 22 Frimaire an VII établit un véritable impôt, et que le droit proposé par le projet de loi est véritablement une cession forcée de propriété.

L'impôt est de l'essence même de la société; le trésor public est une caisse commune, dans laquelle chacun doit déposer une somme proportionnée à son avoir et aux intérêts qu'il a dans la société. Il en retire cet avantage, que sa personne et ses biens sont défendus par la société toute entière.

L'égalité proportionnelle est donc de l'essence de l'impôt.

La protection est la juste indemnité de l'impôt; un Gouvernement ne peut pas imposer là où il ne peut pas protéger.

L'impôt établit le contribuable dans l'état de débiteur, et le trésor public dans celui de créancier; et comme le bien public est préférable à l'intérêt particulier, les lois ont accordé au fisc certains privilèges sur les autres créanciers; mais les lois n'ont jamais pu donner au fisc, et ne lui ont jamais donné pour le recouvrement des impôts d'autres actions, que celles que peut exercer un créancier contre son débiteur.

La loi du 22 Frimaire an VII établit un impôt général sur toutes les mutations de propriété, quelle que soit la manière dont elles s'opèrent, comme, sauf en ligne directe, le taux est égal pour toutes les mutations par décès. L'égalité proportionnelle y est scrupuleusement observée; et si on ajoute la transcription à l'enregistrement, on voit que les mutations par décès sont traitées plus favorablement que celles opérées par actes entre vifs. Cette loi, en modérant l'impôt pour la ligne directe, a suivi l'esprit du droit Romain, qui, regardant les pères et les enfants comme co-propriétaires des biens de la famille, ne voyait pas de mutation réelle dans la succession des enfants à leur père. Il est dit au titre 19 du 2e livre des Instituts, en parlant des enfants: *Sui quidem haeredes ideo appellantur quia haeredes domestici sunt et vivo quoque patre quodam modo domini existimantur.*

Elle a porté l'esprit d'égalité proportionnelle jusqu'à la chance que les événements peuvent faire courir aux différentes espèces de propriété, et c'est pour cela qu'elle n'impose les biens meubles qu'à une quotité beaucoup moindre que celle qu'elle exige à la mutation des immeubles.

Cette loi n'exige aucun droit à la mutation des biens immeubles situés hors de son ressort.

Elle n'entrave en rien le libre exercice de la propriété: point d'autre formalité que la seule déclaration; elle n'accorde au fisc, pour la perception du droit, aucune autre action que celles qui lui sont accordées pour le recouvrement de tout autre impôt.

Cette loi établit donc un véritable impôt.

Il n'en est pas ainsi dans le projet de loi; partout le fisc est au même droit que les héritiers; il n'est plus créancier, mais il exerce des droits tels qu'ils ne peuvent appartenir qu'à un propriétaire.

D'abord, le fisc taxe les immeubles situés en pays étranger. Or, il est de principe qu'ils sont régis par la loi de la situation, qu'ils ne peuvent être imposés que par le Gouvernement dans le territoire duquel ils existent, et qui peut seul leur accorder la protection qui est la juste indemnité de l'impôt; quelle prétention donc le fisc du Royaume pourrait-il former à charge de ces immeubles, sinon celle de s'en déclarer co-propriétaire?

On vante beaucoup l'avantage qui résulte de ce que le fisc est associé au passif de la succession; mais en examinant le taux auquel on porte le droit, l'assimilation des meubles aux immeubles, on voit aisément que la déduction du passif n'est proposée que comme un moyen nécessaire à celui qui veut faire l'éloge de la loi. Dans le fait, cette disposition est conséquente au principe

(1) De *Nederlandsche Staats-Courant* en de *Algemeene Nederlandsche Courant* (Gazette Générale des Pays-Bas) geven ook van deze rede niets op. Zie haar in l'Oracle n°. 27 en 30.

XVI. *Heffing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp)

de la loi, qui est d'associer le fisc au bénéfice de l'héritier, et de rendre le premier co-propriétaire du second, car *non est haereditas nisi deducto aere alieno*.

L'article 28, et tous ceux qui concernent les comptes qui doivent être rendus à l'agent du fisc, les établissent partout comme comptes de clerc à maître, du gérant au propriétaire. Les détails les plus minutieux sont de rigueur: cette phrase est souvent répétée: *Enfin tout ce qui peut servir à faire connaître la juste valeur*.

Si, enfin, les malheureux co-héritiers du fisc sont parvenus, à force de bonne foi, à mettre en évidence tout ce qui peut faire connaître la valeur de la succession, cette évidence ne sera que pour eux; celui qu'on appelle le régulateur des successions pourra ne pas s'en convaincre; qu'en arrivera-t-il? L'article 36 nous l'apprend; s'il soupçonne des erreurs, il a le droit de dresser un état supplémentaire qu'il portera au taux qu'il voudra, entre-temps les héritiers ne pourront aucunement disposer de la succession. Cet état supplémentaire doit être soldé endéans six semaines, sauf aux héritiers à recourir à la justice. (Art. 41 et 42).

Ce n'est qu'après avoir essayé toutes les longueurs des formes et toutes celles que peuvent faire naître ces contestations avec le régulateur que les héritiers peuvent obtenir l'autorisation de disposer de la succession; car avant ce permis, l'article 57 leur défend de s'approprier aucun effet de la succession.

Cependant l'héritier a le même droit de jouir, user et disposer librement de tous les biens, droits et actions auxquels il a succédé, qu'avait le défunt d'en jouir, user et disposer; l'héritier, aux yeux des lois, est sa personne continuée, *nil est aliud haereditas quam successio in universum jus quod defunctus habuit*.

La propriété n'est donc plus qu'un droit stérile et illusoire; je demande à Vos Nobles Puissances ce que serait la propriété dans un Etat, où un simple agent du fisc peut nous défendre de disposer et de s'approprier ce qui nous appartient au titre le plus sacré, où nous ne pouvons ni en disposer ni nous l'approprier sans sa permission.

Le fisc est ici plus que co-héritier, plus que co-propriétaire; il étend la main généralement sur toutes les successions, sur celles même qui sont tout-à-fait exemptes du droit.

Prétendrait-il peut-être que la translation de propriété ne s'opère que par le permis de partage et l'autorisation de disposer de la succession? L'article 62, tel qu'il était dans la première rédaction, conduisait directement à cette maxime subversive de toute jurisprudence. Il nous apprenait en effet que la mutation de propriété pouvait être postérieure à l'ouverture d'une succession. L'article a disparu, mais son esprit règne dans toute la loi.

On avait déjà en 1788 tenté d'introduire ces maximes en Belgique, de faire dépendre et le droit des héritiers et la translation de la propriété de l'observation de certaines formalités. L'instruction sur la juridiction volontaire portait, à la fin du § 34, ces phrases remarquables: *On expédiera ensuite le décret convenable pour que les héritiers puissent en effet obtenir la succession et acquérir, au moyen des formalités prescrites, la propriété des biens-fonds qui feront partie de la succession*. Ces principes ne firent pas fortune alors, et jamais ils ne pourront se naturaliser en Belgique.

La propriété, dit l'art. 544 du Code Civil, est le droit de disposer et jouir des choses de la manière la plus absolue. L'art. 164 de la Loi Fondamentale porte: *La paisible jouissance et possession de ses propriétés sont garanties à chaque habitant*. Le projet de loi renverse toutes ces maximes, quant aux propriétés acquises par succession.

Que j'aime à répéter à Vos Nobles Puissances ce passage du discours, que M. Portalis adressait au corps législatif, en lui présentant le projet de loi sur la propriété! *Quand on jette les yeux, dit-il, sur ce qui se passe dans le monde, on est frappé de voir que les nations prospèrent bien moins en raison de la fertilité du sol qui les nourrit, qu'en raison de la sagesse des maximes que les gouvernent: d'immenses contrées dans lesquelles la nature semble d'une main libérale répandre tous ses bienfaits, sont condamnées à la stérilité, et portent l'empreinte de la dévastation, parce que les propriétés n'y sont point assurées*.

Je n'accumulerai pas les preuves; Vos Nobles Puissances seront, j'espère, convaincues que le fisc, d'après le projet de loi, n'agit point en créancier, mais toujours en propriétaire.

Il me reste à prouver que l'égalité proportionnelle n'existe point dans le projet de loi.

Ce n'est pas sur la valeur de la succession qu'on fixe la quotité du droit, mais sur la probabilité plus ou moins grande qu'on succéderait ou qu'on ne succéderait pas; et c'est cette association au gain qui est la base de toute la loi; c'est d'après cela que l'art. 6 exige 10 p. 100 de tout ce que les héritiers, soumis à un droit moindre, recueillent au-delà de la portion qui leur est assignée comme héritiers légitimes.

Vos Nobles Puissances observeront sans doute que la faction testamentaire, si respectée par les Romains qui lui donnaient la préférence sur l'hérédité *ab intestat*, est ici frappée d'anathème. Le testateur qui a institué les enfants d'un frère prodigue à charge d'alimenter leur père, sera puni de sa sage prévoyance.

Le mémoire de M. le Directeur-Général trouve en cela de l'équité, parce que ceux qui auraient hérité *ab intestat* en sont par-là privés; ainsi le fisc, sans connaissance de cause, prétend s'établir le vengeur des héritiers exhérités; cependant quand la faction testamentaire est accordée par les lois, le fisc doit aussi la respecter.

Je conclus donc, que le droit proposé n'a aucun des caractères de l'impôt; qu'il est réellement l'expropriation forcée d'une partie de ce qui s'acquiert par succession collatérale ou de pure générosité; qu'en conséquence, le projet de loi est reprouvé par toutes les notions de droit sur la propriété et les successions, par les dispositions du Code Civil, et par l'article 164 de la Loi Fondamentale.

Je n'ajouterai qu'un seul mot sur le serment. M. le Directeur-Général, dans ces réflexions sur l'article 21, convient que l'expérience prouve que les rénovations se multiplient et qu'elles peuvent souvent tendre à frustrer le trésor. Donc, il est clair que, d'après l'expérience, le serment est un moyen inefficace d'assurer la sincérité des déclarations.

Le moyen, adopté par le projet de loi, pour arrêter cette espèce de contrebande et sortir d'incertitude est au moins efficace; il consiste à faire payer tout le monde. Peu importe, si le Code Civil porte, art. 785: *L'héritier qui renonce est censé n'avoir jamais été héritier*; et art. 1043: *toute disposition testamentaire sera caduque lorsque le légataire la répudiera*; ces dispositions des lois ne doivent pas être plus respectées que les autres, du moment qu'elles sont contraires aux prétentions du fisc.

M. Schiervel d'Altembrouck (1): Les principes développés avec beaucoup de détail et d'une manière lumineuse, contre le projet qui nous occupe, par nos honorables collègues qui ont parlé avant moi, m'obligent (pour ne pas abuser de l'attention de la Chambre en m'abandonnant à des répétitions superflues) de renfermer les motifs que j'avais à exposer dans un cadre plus étroit.

Ces motifs se divisent en deux parties essentielles; en premier et d'une part:

Le principe fondamental du projet, celui de faire percevoir le droit sur la valeur nette ou après la déduction des dettes d'une succession, m'a paru radicalement mauvais.

D'autre part: les dispositions particulières comprises dans ce projet sont tellement étendues, tellement chargées de formalités, qu'elles seraient ruineuses pour les particuliers, même dans plusieurs cas moralement impossibles à remplir.

Elles augmentent considérablement l'impôt: elles l'exigent même rétroactivement.

Elles sont contraires au droit civil ainsi qu'au droit public, en ce qu'elles imposent les propriétés situées en pays étranger.

Elles répugnent à toutes les convenances sociales, en nécessitant la publicité des fortunes particulières, qui, d'après son vœu, se trouveraient authentiquement consignées sur les registres des employés des contributions indirectes.

Cependant dans un Gouvernement libéral!!! respect au malheur de tant d'honorables familles accablées par des adversités passagères, et qui ne se relèveraient jamais si leur détresse était connue!!!

Les dispositions contre lesquelles je m'oppose, blesseraient aussi la liberté individuelle et la propriété, en ce qu'elles mettraient très-souvent les citoyens à la discrétion des mêmes employés, pour l'accomplissement d'une multitude de formalités inextricables sans leurs concours et leur consentement.

Elles les empêcheraient à la longue de jouir et de disposer de leur succession, même après en avoir une fois acquis les droits; car on ne peut en avoir éternellement la quittance en poche; et toutefois si on ne la reproduit pas, nul fonctionnaire n'oserait, sous peine d'amende, prêter son ministère à une mutation de propriété. . . Art. 52 du projet.

Je dirai presque, que les dispositions qui se trouvent dans le projet, présentent une teinte d'une morale peu épurée, en ce que mettant constamment l'intérêt de l'homme en opposition avec sa con-

(1) *Le Journal de Gand* geeft in n°. 27 den geheelen inhoud dezer rede op. *De Nederlandsche Staats-Courant* in n°. 56, en de *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n°. 603, deelen slechts den hoofdzakelijken inhoud mede.

XVI. *Heffing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

science, dans une matière occulte, et qui ne dépend que de son serment, elles l'exposent et d'une manière évidente à ce que l'on nomme *occasio proxima peccati*, dans l'occasion prochaine du péché, en se tirant d'affaire par des subterfuges et des restrictions mentales, autorisés par ceux qui pensent qu'il n'est pas illicite de frauder l'impôt toutes les fois que la loi statue une amende contre les fraudeurs.

Si ces dispositions étaient admises, elles feraient perdre, par l'habitude journalière de jurer, le respect dû à la sainteté du serment, qui fut toujours en grande vénération parmi nous.

Elles provoqueraient, à la longue, l'oubli de la maxime: « de rendre à César ce qui appartient à César !!! »

Il n'y a pas jusqu'à la rédaction obscure, tortueuse et embarrassée du projet, qui ne porte le cachet des défauts dont il est entaché.

Il a paru inintelligible aux jurisconsultes les plus éclairés de notre Assemblée.

Nobles et Puissants Seigneurs, déjà trop de lois mal appropriées aux intérêts de la nation, figurent dans notre jurisprudence au chapitre des contributions indirectes, l'expérience et le temps auront assez de peine à les faire disparaître.

Il ne faut pas aggraver le mal en remplissant ultérieurement nos Codes par des dispositions fiscales, qui ne se rapportent pas du tout à la nature et au principe du Gouvernement, pour lequel on voudrait les établir, ni au génie du peuple qui devrait s'y soumettre.

Par ces considérations, je me crois obligé de voter contre l'adoption du projet, qui nous est proposé.

M. Dotrengé (1): « La loi proposée est peut-être la plus désastreuse dont ce pays puisse jamais être frappé ! »

« Dans une discussion au Conseil-d'Etat, Napoléon dit un jour: « Il faudra bien savoir si, dans l'Etat, il y a d'autre propriétaire que l'Etat lui-même. » Ce que Napoléon demandait, le fisc de ce pays vient de le décider.

« La loi proposée attaque la propriété et la liberté du commerce; elle est monstrueuse et vexatoire. »

Il établit une comparaison entre la loi Française, encore en vigueur dans les Provinces Méridionales, et celle qui est proposée.

« La loi Française, (dit-il), est d'une facilité remarquable; elle n'autorise aucune inquisition; elle se contente d'une simple déclaration; le maximum des droits qu'elle impose est de 5 pour 100, tandis que le projet demande 10 pour cent. La loi Française est aussi infiniment plus douce; elle accorde un délai plus long pour le paiement, et n'étend pas sa capacité sur les biens situés en pays étrangers. »

Il attaque aussi l'art. 36, qui statue que le régulateur emploiera les voies de la persuasion pour engager les héritiers à faire des déclarations véridiques; il compare les paroles douces de ce régulateur à celles qu'adressait l'exécuteur des hautes œuvres à don Carlos, à l'instant où il allait lui trancher la tête: « Monseigneur, laissez-vous faire, c'est pour votre bien. » Il termine ainsi: « je vote contre le projet de loi, afin que mon pays ne soit pas affligé d'une pareille plaie; si quelqu'autre en est accablé, je fais des vœux pour qu'il en soit délivré le plutôt possible. »

M. Serruys (2), après avoir observé que l'étendue et le talent avec lequel ont été traités les principaux points de la question dont il s'agit, le dispensent d'un nouvel examen, annonce qu'il se bornera à envisager le projet de loi sous un seul rapport, qui lui paraît d'un grand intérêt; s'avoir s'il repose sur les vrais principes.

« Le projet de loi, (dit-il) a pour objet d'établir un droit général ou uniforme sur les successions qui viendront à échoir dans toute l'étendue du Royaume après le 31 Janvier 1817.

« L'art. 2 définit ce qu'on doit entendre par *succession échue dans le Royaume*.

« « Est réputée *succession échue dans le Royaume*, » y est-il dit, « toute propriété dans ou hors l'étendue de l'Etat, délaissée par le décès d'un habitant du Royaume. » »

« Ainsi, suivant le projet de loi, non-seulement les biens-immeubles existants dans le Royaume, mais aussi ceux situés en pays étranger, délaissés par un habitant du Royaume, seraient passibles du droit de succession ou de mutation par décès; et au contraire, les biens

délaissés par un étranger, quoique situés dans le Royaume, seraient exempts de ce droit, car, pour que le droit soit dû, le projet de loi requiert que le bien soit délaissé par un habitant du Royaume.

« C'est là évidemment une double violation des principes de la matière.

« En effet, le droit proposé, quoique qualifié *droit de succession*, est un droit de mutation ou de transmission par décès; et ce droit est incontestablement un droit réel, puisqu'il frappe uniquement les biens, et nullement les personnes.

Or, nous n'avons certainement pas le pouvoir d'établir des droits sur des biens situés à l'étranger, puisqu'ils sont hors de notre atteinte comme de notre juridiction, suivant la maxime de droit public, que les lois ne peuvent pas atteindre les biens situés hors le territoire de celui qui les a faites: *LEGES EXTRA TERRITORIUM STATUENTIS SE NON EXTENDUNT*; et c'est ce principe de droit public qui a donné lieu à la disposition de l'art. 3 du Code Civil, que les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi du pays où ils sont situés. »

Ici il rappelle ce qu'il a dit plus tôt, que le droit proposé, quoique qualifié *droit de succession*, est évidemment un droit de mutation par décès. « En effet, » poursuit-il, « que signifie *droit de mutation par décès*? C'est un droit perçu sur ce qu'on acquiert par le décès d'un autre; et l'art. 5 du projet de loi, et le mémoire même de M. le Conseiller-d'Etat nous donnent exactement la même définition du *droit de succession*; le *droit de succession* et le *droit de mutation par décès* sont donc évidemment synonymes. »

Après avoir fait observer que jamais, jusqu'à ce jour, dans les Provinces Méridionales il n'a été question d'exiger le droit de mutation par décès sur les biens situés en pays étranger, et que même les instructions sur la loi du 22 Frimaire an VII portent expressément qu'ils n'y sont pas et n'y peuvent être soumis, il en tire la conséquence, que le projet de loi proposé renferme une double violation des principes, ou plutôt qu'il les intervertit, puisque d'une part il soumet au droit de mutation par décès les biens immeubles situés en pays étranger, tandis que de l'autre il exempte de ce même droit les biens immeubles existant dans le Royaume, délaissés par le décès d'un étranger, quoiqu'ils y soient assujettis par les principes et par la raison.

« Ne perdez pas de vue, » continue-t-il, « Nobles et Puissants Seigneurs, que, si le projet de loi était adopté, il s'ensuivrait que les héritiers collatéraux d'un habitant du Royaume payeraient deux droits des biens situés en France, un droit dans ce dernier Royaume, et un dans celui des Pays-Bas, lorsque les biens délaissés par des Français et situés dans les Pays-Bas seraient exempts de tout droit; ce qui serait absurde. »

Il ajoute « qu'à la vérité, les artt. 3 et 4 du projet de loi portent à cet égard quelques modifications; mais, outre qu'elles ne seraient que temporaires, il reste toujours vrai que le principe du projet de loi est vicieux, et s'oppose conséquemment à son adoption; que d'ailleurs, suivant l'art. 4, les biens meubles existants dans le Royaume et dépendants d'une succession ouverte en France, seraient toujours affranchis du droit, quoiqu'ils y soient soumis de jure. »

« D'un autre côté, et non-obstant la déduction accordée par l'art 3, le projet de loi donnerait lieu à des inégalités injustes dans la perception du droit: car un frère qui succéderait à son frère laissant des immeubles en France, payerait sur ces immeubles sept pour cent pour droit de mutation ou de succession, savoir cinq pour cent en France, et deux pour cent au trésor des Pays-Bas, tandis que l'héritier d'un autre frère, dont tous les biens seraient situés dans les Pays-Bas, ne devrait payer que quatre pour cent sur le produit net.

« J'observerai encore, » (poursuit-il,) « que dans bien des cas, le droit sur les biens situés à l'étranger serait irrécouvrable: car je demanderai comment on exécuterait la loi, lorsqu'un habitant du Royaume ne laisserait à son décès que des héritiers demeurant à l'étranger, et des biens également situés à l'étranger? »

« Au surplus, » (poursuit-il) « le mérite d'une loi ne se juge pas sur les modifications ou les exceptions qu'elle renferme, mais d'après les règles bonnes ou mauvaises qu'elle établit, ou sur lesquelles elle repose. »

« Un de nos honorables collègues, qui a parlé pour le projet de loi, a dit qu'il ne voyait pas de violation de principe dans ce projet, lorsqu'il établit que le droit sera perceptible sur les immeubles situés à l'étranger, parceque, a-t-il dit, ce droit ne serait pas établi sur la valeur brute des biens qui composent une succession, ni sur chaque espèce de biens, mais sur la masse d'une succession, sans distinction de biens, et ce seulement après déduction des dettes et charges. »

Il répond à cette objection, qu'on a pu à la vérité employer la dénomination de *droit de succession* pour désigner l'impôt dont il s'agit; mais que les mots *droit de succession* et *droit de mutation par décès* n'en ont pas moins la même valeur, puisque les uns et

(1) Uit le Journal de la Flandre Orientale et Occidentale n°. 283, die het uitvoerigst is in de mededeeling van den inhoud dezer rede, die nergens in haar geheel voorkomt, is het bovenstaande overgenomen.

(2) De Nederlandsche Staats-Courant in n°. 56, en de Algemeene Nederlandsche Courant (Gazette Générale des Pays-Bas) in n°. 603 en 604, hebben alleen den hoofdzakelijken inhoud dezer rede medegedeeld.

XVI. *Heffing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

les autres dénotent le droit que l'on paye sur ce que l'on acquiert par le décès d'autrui, comme le dit M. le Conseiller-d'Etat lui-même au commencement de son mémoire. D'ailleurs, qu'importe que le droit ne se perçoive pas sur la valeur brute des biens, mais seulement sur leur valeur nette, c'est-à-dire après déduction des dettes de la succession? Ne sont-ce pas toujours des biens qui restent après le paiement des dettes, et n'est-ce pas sur ces biens restants qu'on payera les 4, 6 ou 10 pour cent? Ce droit affecte donc les biens d'une succession, et c'est conséquemment un droit réel établi sur ces biens au profit du Gouvernement; ou, en d'autres termes, le Gouvernement prélèvera sur les biens d'une succession une portion de leur vraie valeur; car en principe, il n'y a véritablement de biens qu'après déduction des dettes; NON SUNT BONI NISI DEDUCTO AERE ALIENO. Un droit réel est un droit qui affecte les choses: le droit proposé les atteint assurément.

« D'après ces considérations, » (conclut-il), « je me trouverai obligé de voter le rejet du projet de loi. »

M. de Hoffschmidt (1) trouve que la loi nouvelle renferme cinq principaux vices; il les développe; il préfère l'ancienne loi Française, toute vicieuse qu'elle est. Le cinquième vice est une rétroactivité très-caractérisée; il est étonné que dans la discussion de lois on ne réfléchit pas assez aux dates qui leur donnent une rétroactivité marquée.

M. van Aken (2) vote dans ce sens, principalement à cause de la rétroactivité qu'il voit dans l'art. 62; et il s'étonne de ce qu'on donne à des lois projetées des dates qui leur attribuent ainsi un effet rétroactif.

M. Wasselge (3) commence par déclarer qu'il n'a rien à objecter au principe d'un impôt sur les successions, surtout lorsqu'il ne porte pas sur les hérédités en ligne directe ou de peu de valeur, pour n'atteindre que les autres, qui, étant considérées comme des acquisitions inespérées, et à titre purement gratuit, au profit des individus auxquels elles viennent à échoir, peuvent payer ce tribut à l'Etat. Mais il n'en est pas de même, ni de la base sur laquelle on pourrait en établir la perception, ni de plusieurs dispositions sur lesquelles on a cru devoir faire reposer le succès et l'exécution du système soumis aux délibérations de la Chambre. C'est sur ces deux points que l'orateur se propose d'appeler l'attention de leurs Nobles Puissances.

Il rappelle que l'impôt sur les successions existait déjà dans les deux parties du Royaume, mais qu'il y était perçu différemment. Dans les Provinces Méridionales, il l'était sur le produit brut; et dans celles du Nord, sur le produit net, mode qui a été préféré pour le nouveau projet. Il se demande si cette préférence est suffisamment motivée, et croit devoir répondre négativement.

« Je dois convenir », (dit-il à ce sujet), « que le système de lever l'impôt sur le produit net offre infiniment d'attrait, parce qu'il paraît plus juste, et qu'il repose effectivement sur les principes de la justice distributive, à laquelle il répugne de faire supporter une charge dans une proportion différente de bénéfice que l'on retire. Que celui qui recueille une succession nette de 100 mille florins, paye l'impôt à raison de 100 mille florins, cela est très-juste; mais que celui qui, n'ayant recueilli que 100 mille florins brut, trouve à payer 50 mille florins de dettes, et ne conserve, net, que 50 mille florins, doive aussi payer l'impôt sur les 100 mille, cela paraît injuste.

« Toutefois, Nobles et Puissants Seigneurs, ce système, tout séduisant qu'il est au premier aperçu, n'est réellement bon qu'en théorie, et cesse de l'être en pratique. Car, sans perdre de vue (et c'est ce qui mérite certainement une très-grande attention) qu'en choisissant le système du montant net, l'on a dû presque doubler le droit qui se perçoit actuellement sur le montant brut, n'est-ce pas, en effet, pour arriver en résultat à trouver le produit net, que le projet est hérissé de dispositions et de difficultés qui seraient inutiles ou disparaîtraient, si l'on se tenait simplement au produit brut?

« Atteindre les biens immeubles situés en pays étranger, au mépris de ce principe immuable de droit: « que les biens réels ne sont régis que par les lois de la situation » prescrire le détail le plus minutieux, non seulement de tout l'actif, mais encore du passif de chaque succession assujettie à l'impôt, détail qui peut souvent avoir le grave inconvénient de mettre au grand jour toutes les affaires et relations d'intérêt de la mortuaire; exiger des sermens qui ne peuvent être utiles que pour empêcher les hommes consciencieux d'exagérer les dettes dont il serait si difficile pour le fisc de prouver la non-existence ou la légitimité; créer enfin une nouvelle classe de fonctionnaires, qui, pour arriver à régler et fixer le droit s'ingéreraient et s'immisceraient, de fait, dans toutes les successions; voilà, Nobles et Puissants Seigneurs, autant de dispositions qui sont inséparables du système de lever l'impôt sur le produit net; mais qui eussent été parfaitement inutiles, si l'on eût pris le parti de l'asseoir tout uniment sur le produit brut. »

Ici il déclare qu'il croit pouvoir affirmer que pour régulariser le dernier système, vingt articles eussent suffi à la loi la plus claire et la plus complète. En effet, en maintenant l'exemption en faveur des successions en ligne directe, ascendante ou descendante, ainsi que d'une valeur au-dessous de 300 fl., valeur que l'on eût pu même élever jusqu'à 500; en maintenant encore la gradation de taux du droit d'après le degré de parenté, et dont on eût pu faire jouir également les successions entre cousins-germains; en conservant aussi, en faveur des époux, des nuds-propriétaires, et des héritiers fidéi-commissaires, les dispositions équitables qui leur sont appliquées par le projet; en conservant enfin, le principe de ne pas faire de distinction entre les biens meubles et immeubles, de même que quelques dispositions réglementaires sur les évaluations, la loi eût reçu son complément.

Il développe ici son système de la manière suivante:

« En réduisant le droit de moitié, (dit-il), et en statuant par suite, qu'entre frères et sœurs il ne serait que de deux pour cent, entre oncles, tantes, neveux et nièces, de trois, entre cousins-germains, de quatre, et entre parents de degrés plus éloignés, ou étrangers, de cinq;

« et en statuant que les droits seraient respectivement payés dans un temps donné, par ceux qui recueilleraient quelque avantage à titre de mutation par décès, savoir: pour les immeubles, aux bureaux d'enregistrement de leur situation, et pour les meubles, à celui du lieu où la succession se serait ouverte;

« Il n'eût pas été question alors de faire violence aux principes, ni de s'exposer à de justes représailles, pour atteindre les biens réels situés en pays étranger. Le serment, qui ne tend qu'à démoraliser les hommes lorsqu'il est trop fréquent, et met constamment la conscience en opposition avec l'intérêt personnel, devenait superflu; il en était de même des déclarations du passif de chaque succession, lesquelles entraînent après elles le grave inconvénient de publier l'état de toutes les fortunes, et quelquefois les relations les plus intimes; et les receveurs de l'enregistrement, surveillés par les contrôleurs, et les inspecteurs, resteraient, comme ils le sont à présent, les régulateurs de l'impôt avec des moyens infiniment plus directs et immédiats pour surveiller les mutations, puisque chacun d'eux est incontestablement plus à portée de connaître ce qui se passe dans le cercle étroit de son arrondissement.

« Mais le trésor n'aurait-il rien perdu à ce système? La négative me paraît certaine, puisque l'on peut calculer qu'il n'y a pas de succession, qui, par la facilité des réticences et de l'accumulation des charges, ne puisse être réduite à une valeur de moitié au moins.

« Ainsi, dans cette supposition, une succession de la valeur brute de 100,000 florins serait soumise à un droit, aux taux de cinq pour cent entre étrangers, de 5000.

« Eh bien! La même succession grevée de 50,000 florins et réduite par là à une valeur nette de 50,000, ne payerait aussi, au taux de dix pour cent, que . . . 5000 fl., produit égal dans deux hypothèses.

« Mais, dira-t-on peut-être, les biens situés en pays étrangers ne viendraient plus concourir au paiement du droit. Cela est vrai; mais n'écarte-t-on pas en même-temps le moyen de créer ou de feindre dans le même pays des dettes, que le fisc ne serait nullement à portée ni de vérifier ni de contester? Si le testateur qui possède des biens de France pour 100,000 florins avait annoté dans ses registres, qu'il en doit 200,000 à un Parisien ou à un habitant des Pyrénées en effets de change, à ordre ou au porteur, ne faudrait-il pas l'en croire sur parole?

« Je n'aperçois donc qu'une objection qui puisse être bien faite contre le système que je défends, et qui cependant me paraît encore plus spécieuse qu'elle n'est solide. C'est le cas où une

(1) Alleen l'Oracle geeft in n°. 25 den hoofdzakelijken inhoud dezer rede op.

(2) Volgens de mededeeling van le Journal de la Flandre Orientale et Occidentale n°. 283, heeft de heer van Aken bij deze gelegenheid gesproken; de overige dagbladen gewagen van die rede niet.

(3) Zie deze rede in de Nederlandsche Staats-Courant n°. 57 (Hollandsch); Algemeene Nederlandsche Courant (Gazette Générale des Pays-Bas) n°. 605 (Fransch).

XVI. *Heffing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

succession se trouve obérée de moitié, par exemple, de 80,000 florins sur 100.

» Je conviens que, dans ce cas, l'héritier payant dix pour cent, du produit net, en serait quitte pour 2,000 fl. au lieu que dans le système opposé il devrait en payer 5,000.

» Mais, combien ces cas ne seraient-ils pas rares, et combien de fois n'arriverait-il pas aussi qu'une succession ne serait obérée que de beaucoup au-dessous de la moitié de sa valeur, par exemple de 20,000 fl. sur cent? Or, dans ce dernier cas, et d'après le système dans lequel le projet est conçu, il en coûterait à l'héritier 8,000 fl., au lieu que dans l'autre il en serait quitte pour 5,000. Il y a donc compensation; et si l'on objectait encore que ce ne serait pas entre les mêmes héritiers, je répondrais, que, si les successions sont dues souvent au hasard, et ne sont en quelque sorte qu'une trouvaille, et un surcroît inattendu de fortune pour ceux qui les recueillent, c'est également le hasard qui les donne plus ou moins opulentes, plus ou moins obérées, et qu'ainsi l'héritier qui aurait payé à l'Etat un tribut un peu plus élevé, n'aurait pas à se plaindre d'être enrichi de l'excédent à titre purement gratuit.

» Au surplus, que l'on mette à côté des difficultés et des inconvénients de l'exécution du projet, la simplicité qui accompagne celle de l'autre système, et j'ose penser que les avantages résultant évidemment de celui-ci, balanceraient l'inégalité purement relative qui pourrait quelquefois se rencontrer, mais très-rarement sans doute, dans le paiement du droit établi sur le produit brut.

D'autre part, que l'on voye ce qui s'est passé dans les Provinces Méridionales depuis 25 ans, que le droit d'enregistrement des successions y a été introduit d'après ce dernier mode: ici c'est l'expérience que j'invoque."

Il fait observer, que, dans les premiers temps de l'établissement de ce système, il n'était personne qui ne criât à l'injustice, au point que l'on pouvait douter si quelqu'un consentirait encore à être héritier ou légataire. Cependant aujourd'hui ces lois s'exécutent avec tant de facilité, de simplicité d'une manière si peu onéreuse, si peu tracassière, qu'à peine s'aperçoit-on que l'on paye un droit sur les successions. Il invoque à cet égard le témoignage de ses honorables collègues des provinces du Midi, et passe à l'examen de diverses dispositions du projet.

L'art. 2 fixe d'abord son attention: il remarque que cet article atteint en même-temps l'étranger qui serait momentanément habitant du Royaume, et les biens immeubles qu'un sujet du Royaume posséderait en pays étranger. Il demande ce qu'on entend par *habitant du Royaume*, surtout lorsqu'on ne veut pas distinguer, s'il s'est établi depuis peu ou depuis long-temps sur son territoire, et que l'on ne permet pas non plus d'avoir égard au domicile fixe qu'il aurait en pays étranger. En combinant cet article avec la deuxième partie de l'article 30, l'on devrait croire que la qualification d'*habitant* ne s'applique qu'à une personne, qui a son domicile fixe dans le Royaume; ce dernier article porte en effet:

» Par le lieu de l'ouverture de la succession, la loi entend le lieu où le défunt avait son domicile fixe à l'époque de son décès; et, s'il était établi en plusieurs endroits, de lieu de sa résidence pendant l'hiver."

Il observe que cependant il existe une très-grande différence entre l'*habitation* et le *domicile*. La première s'acquiert par le seul fait; tandis que pour l'autre, il faut encore l'intention d'y fixer le siège de ses affaires et de sa fortune.

» Il suffirait donc d'une part", (poursuit-il), » qu'il s'agit de la succession d'un habitant, de fait, pour l'atteindre; et il faudrait cependant, de l'autre, trouver un domicile fixe, pour savoir à quel directeur du recouvrement du droit il faudrait remettre la déclaration.

» Et que le rédacteur du projet ait bien certainement donné une autre acception au mot *habitant* que celle de *personne domiciliée*, c'est ce qui paraît bien clairement résulter de l'art. 2, lequel prévoit bien explicitement le cas où l'habitant aurait son domicile fixe en pays étranger.

» D'après cette disposition, en effet, il suffirait, comme je viens de le remarquer, qu'un étranger, ayant incontestablement son domicile fixe hors du Royaume, vint s'y établir quelques jours, à raison, soit de ses affaires, soit de sa santé, soit de ses plaisirs, pour que sa succession fût soumise aux dispositions de la loi.

» Mais à quel titre, (demande-t-il) la loi exercerait-elle un tel empire sur un individu auquel les principes du droit public refuseraient la qualité de sujet du Royaume?

» De deux choses l'une; ou le statut qu'elle renferme est réel, ou il est personnel. S'il est réel, il ne peut atteindre que les choses existant dans le territoire du Royaume. S'il est personnel,

il ne peut porter que sur les personnes qui sont régnicoles, ou sujets du Royaume."

Après avoir développé cette idée, et fait envisager la possibilité de représailles qu'exerceraient les Gouvernements voisins, et qui finiraient par faire renaître le *droit d'aubaine*, si généralement pros crit aujourd'hui, il passe à l'examen de l'article 6, portant: » que dans le cas où les héritiers collatéraux sont soumis à un droit moindre de 10 pour cent tout ce qui leur est acquis dans la succession au-delà de la portion qui leur est assignée, à titre d'héritiers légitimes, sera soumis au droit de 10 pour cent." — Il commence par remarquer, au sujet de cette disposition, qu'il n'y a d'autre cas où les héritiers collatéraux sont assujettis à un droit moindre de dix pour cent, que ceux de succession de frères et de sœurs, d'oncles, tantes, neveux et nièces. C'est donc dire, en d'autres termes, que si un parent de l'une ou de l'autre de ces catégories a avantage, par exemple, un frère parce qu'il est moins riche, ou chargé d'une famille plus nombreuse que l'autre, ou pour toute autre considération, il faudra que ce frère paye 10 per cent de la valeur qu'il n'aurait pas recueilli *ab intestat*. Il cherche en vain le motif de cette disposition onéreuse, mise à côté de celle par laquelle la loi a voulu favoriser les héritiers en raison de la proximité du degré de parenté avec le testateur. Il suppose à ce sujet un exemple, d'où il tire la conséquence, que l'on pourrait supposer dans cette disposition l'intention de restreindre la liberté de disposer, et d'empêcher que l'on ne donne un libre cours aux affections généreuses, si naturelles et si légitimes entre proches parens. Il combine cet article avec le 11 et le 16, et voit dans leur rapprochement un défaut de précision et de clarté dans la loi.

Il passe successivement en revue l'art. 8, qui, dit-il, ne laisse rien à désirer quant à l'intention, mais n'est pas exempt d'inconvénients dans l'application; l'article 21, qui lui paraît porter l'empreinte d'une fiscalité exclusive; les articles 28 et 34, vicieux en ce qu'ils entraînent la violation des secrets de familles; la disposition relative à la prestation du serment, qu'il regarde comme immorale et en général inutile; il observe à ce sujet que le peuple croit communément, qu'il est permis en bonne conscience, de tromper le fisc, parce que l'on est exposé à des peines ou à des amendes, lorsque la fraude est découverte, vu que c'est une chance que l'on court; et où l'on se croit autorisé, par cette raison, à mettre en jeu toutes les ruses imaginables.

Il attaque ensuite les mesures contenues en l'art. 51 du projet, dont, selon lui, le moindre inconvénient est de mettre à-peu-près tous les biens immeubles hors du commerce, et passe à l'art. 62 et dernier, dont la seconde partie lui paraît d'un effet rétroactif. Il demande pourquoi l'on n'a pas suivi, à cet égard, la marche déjà adoptée pour les impositions indirectes et les droits de douanes, et pourquoi l'on n'a pas prorogé les effets des anciennes lois relatives aux droits sur les successions, jusqu'à la promulgation de la nouvelle.

Il termine, en déclarant que ces diverses considérations le mettent, quoiqu'à regret, dans la nécessité de voter contre le projet de loi.

M. Appellus, *Directeur-Général des Impositions Indirectes*: (1)

On a usé de tous les moyens pour combattre le projet de loi proposé par Sa Majesté; — on a voulu l'attaquer par l'ironie; on l'a trouvé vexatoire, arbitraire, despotique; on l'a représenté en général comme multipliant les formes et gênant les habitants dans toutes leurs transactions et habitudes.

Je crois que le moyen le plus sûr et le plus victorieux de répondre à toutes ces observations, sera de rappeler à Vos Nobles Puissances, quelle est la marche à suivre d'après le texte exprès de la loi.

Lorsqu'une succession est ouverte, les héritiers reçoivent dans les deux mois un avertissement de faire la déclaration avant la fin du troisième mois.

Cette déclaration n'a rien de gênant en soi; elle est également exigée dans le droit de mutation.

On s'est récrié, il est vrai, contre tous les détails dans lesquels on est tenu d'entrer, et qui complètent presque l'alphabet; mais c'est à tort qu'on trouve ici de la difficulté. Il est naturel, que, dès qu'une succession est ouverte, on fasse l'inventaire des biens du défunt; cet inventaire, qui est de nécessité par la nature même de la chose, se classe d'après les diverses espèces de propriétés, et il ne s'agit absolument que de le dépouiller, pour remplir le vœu de la loi.

(1) *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 62 (Hollandsch); *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n°. 606 (Fransch).

XVI. *Heffing van het regt van successie.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

On est tenu trois mois plus tard de faire une seconde déclaration, qui présente l'état effectif de la succession, mais celle-ci n'est qu'une suite de la première; il faut nécessairement que l'héritier connaisse l'actif et le passif de la succession, avant de pouvoir procéder au partage, et c'est ici encore le résultat de cette connaissance qu'on présente au directeur ou régulateur du droit, et qui fait voir à celui-ci quel est le solde net de la succession, et qui le met à même de fixer la quotité de ce qui doit être payé.

On se plaint qu'il faut attendre la liquidation des droits, avant de pouvoir disposer des effets de la succession; mais, sans parler du permis intermédiaire de vendre, qu'on ne peut pas refuser, sans parler de la faculté de payer les legs en tous temps, sans insister sur la faculté des héritiers, d'accélérer l'instant auquel le permis de disposer leur sera délivré, en présentant un mémoire avant l'expiration de six mois.

Je demande avec confiance, si on a jamais pensé à partager une succession avant d'en avoir constaté l'état, et si, par conséquent, on peut faire une objection raisonnable contre la disposition de la loi à cet égard.

Le serment a été conservé, il est vrai; il déplait à presque tous les membres qui ont parlé, mais je n'ai rien à ajouter à cet égard aux observations que j'ai présentées avant l'ouverture des discussions.

La seconde déclaration faite, et la quotité de l'impôt réglée, les héritiers sont tenus de payer, sauf recours dans le cas où ils se croiraient lésés, et la loi porte le scrupule contre une publicité dangereuse, au point que le receveur, chez lequel on paye l'impôt, ne sait pas quelle est la succession à laquelle le paiement se rapporte.

Cette analyse des dispositions de la loi, analyse dont je garantis l'exactitude, doit faire tomber, ce me semble, aux yeux de tout homme non-prévenu, l'échafaudage des gênes et des vexations, qu'on a présenté à Vos Nobles Puissances.

Je vais tâcher de répondre à quelques-unes des objections principales qu'on a faites.

On pense, qu'en assujettissant à l'impôt, qu'on qualifie de taxes réelles, des biens situés à l'étranger, on dépasse le pouvoir du Roi, et qu'on enfreint le principe, que le Souverain peut seul imposer les propriétés foncières; mais on oublie que l'impôt pèse sur le solde net de la succession, et que par conséquent il n'est pas établi sur les immeubles étrangers comme tels, mais bien sur leur valeur en tant qu'elle fait partie du produit net.

On s'exagère, au reste à tort, les suites de cette mesure et de la loi telle qu'elle est proposée. M. 's Jacob a opposé, d'une manière vigoureuse, l'expérience des Provinces Septentrionales, à ces frayeurs. On demande pourquoi on a invoqué la loi Française sur les mutations pour les immeubles délaissés par des étrangers? La réponse est dans la nature des choses; ce droit fait partie de celui d'enregistrement, qui est maintenu dans le Royaume, et il s'applique encore actuellement à ces biens dans les Provinces Méridionales.

Il est étonnant de voir les mêmes membres, qui parlent du serment comme d'une mesure propre à démoraliser la nation, s'élever en même-temps contre l'article 21, qui veut qu'en cas de renonciation, l'impôt soit payé comme si elle n'avait pas eu lieu.

Je conviens avec eux, qu'en principe de droit, les legs ou la succession auxquels on renonce, sont regardés comme entièrement annulés; mais il n'en est pas moins évident, que des renonciations simulées, qui ne sont que trop fréquentes, tendent à compromettre évidemment les intérêts du trésor, et que, si elles sont véritables, celui en faveur duquel elles se font, et qui acquiert un avantage, auquel il ne pouvait pas s'attendre d'après l'intention du testateur, ne peut pas se plaindre s'il est obligé d'en donner une faible portion au trésor. La loi serait injuste, si elle faisait peser l'impôt sur celui qui renonce aux avantages qui lui avaient été faits; elle ne l'est pas, parce qu'elle ne pèse que sur celui qui acquiert une jouissance prématurée, ou qui est dispensé d'un paiement que le testateur avait voulu.

Je passe sur des observations moins essentielles, pour m'arrêter à la rétroactivité, qu'on trouve dans l'art. 62 de la loi, en ce qu'il applique le droit établi sur les successions dans les Provinces Septentrionales, et sur les mutations par décès dans les Provinces Méridionales, à toutes les successions ouvertes jusqu'au premier Février.

La loi des Finances du 11 Février 1816, a voulu que l'impôt sur les successions eût lieu à dater du 1er Janvier; elle a donc exprimé le vœu qu'elles seraient toutes sujettes à une loi quelconque; la marche des délibérations a obligé de fixer la mise en activité de la nouvelle loi au 1er Février; où est l'injustice de dire, que les successions ouvertes pendant le mois de Janvier, seront

régies par les lois auxquelles les différentes parties du Royaume ont été assujetties jusqu'ici?

S'agit-il d'une loi pénale qu'on veut faire rétroagir? Non; il ne s'agit que de la continuation intermédiaire de l'impôt qui a existé déjà; de l'impôt pesant sur un objet que tous les habitants savaient devoir être soumis à un droit. D'ailleurs, comme ce droit ne se payait jamais qu'après six mois, il est clair que tout est encore en son entier pour tous les intéressés, et je demande, d'après cela, s'il y a quelque ombre d'injustice dans la mesure proposée, et si aucun des intéressés peut s'en plaindre raisonnablement?

J'ai un dernier argument à ajouter à ces observations; je le tire de la manière de voir de la Chambre elle-même.

La loi des Finances pour l'année 1816 n'a été rendue que de l'onze Février; mais l'impôt foncier et la contribution personnelle et mobilière ont-ils été levés pour dix mois et demi, ou pour toute l'année? On avait continué de percevoir depuis le 1er Janvier le droit d'enregistrement, des douanes et des impositions indirectes; mais a-t-on jamais parlé de restituer ces perceptions, et ne l'aurait-on pas dû d'après ces mêmes principes?

Le cas me paraît être absolument semblable, et je ne pense pas que la Chambre puisse voir aujourd'hui rétroagir la loi, lorsqu'elle a voulu une mesure pareille, il y a à-peu-près un an.

Je borne ici mes observations, pour attendre la décision de la Chambre.

M. Wasseige (1) déclare que, s'il demande encore la parole, c'est pour répondre à une allégation de M. le Conseiller-d'Etat, Directeur-Général des Impositions Indirectes, qui a dit, en cherchant à prouver que la seconde partie de l'art. 62 du projet n'était pas entaché du vice de rétroactivité qu'on lui reprochait, que la Chambre avait déjà donné son assentiment à une disposition semblable, en votant l'adoption du budget de 1816, lequel ne date que du 11 Février, et avait cependant statué que toutes les impositions directes et indirectes, notamment le droit sur les successions, seraient perçues pendant toute l'année 1816, et par conséquent, à partir du 1 Janvier précédent.

«Je dois à l'honneur de la Chambre,» (dit-il à ce sujet), «de faire remarquer qu'elle n'a donné dans aucune occasion, et notamment pas lors de l'adoption du budget de 1816, un aussi dangereux exemple de l'oubli des principes.

«Il est à observer, en effet, qu'antérieurement au budget de 1816, il n'existait aucune loi qui eût limité les effets ou la durée de celles, en vertu desquelles le droit de succession se percevait dans les différentes provinces; que c'était en vertu de ces lois qu'il avait été perçu dans le commencement de 1816 jusqu'au moment de l'émanation du budget de cette année, et que l'art. 24 de la loi du 11 Février n'avait fait autre chose que d'ordonner la continuation de la perception de ce droit durant 1816, (c'est-à-dire, le restant de cette année), en vertu des lois en vigueur, sans aucunement se reporter au temps antérieur à sa date.

«Mais il n'en est plus ainsi dans la circonstance où nous nous trouvons; l'art. 24 de la loi du 16 Février, en statuant que le droit continuerait à être perçu durant l'an 1816, a limité la durée des lois qui l'établissaient au 31 Décembre de cette année inclusivement; mais, à partir du 1er Janvier 1817 inclus, elles ont cessé d'avoir leur effet, d'exercer aucun empire; cependant l'art. 62 du projet voudrait les faire revivre pour le temps qui s'est écoulé depuis lors jusqu'à présent; il agirait donc évidemment sur le passé, s'il était admis.

«Voilà,» ajoute-t-il en terminant, «la différence: est elle grande?»

Niemand meer het woord vragende, worden de beraadslagingen gesloten verklaard, en het wets-ontwerp betreffende het regt van successie aan eene stemming onderworpen, met 46 tegen 37 stemmen verworpen. (2)

De Voorzitter geeft te kennen, dat men in de vergadering van den volgenden dag het lot zal trekken, om te weten, welke der drie seriën, die alle leden der Kamer bevatten, den 3den Maan-

(1) *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 62 (Hollandsch); *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n°. 607 (Fransch).

(2) Het *Dagblad van Noord-Brabant* meldt in n°. 9 «dat de stemming dikwijls door het gemor op de tribunes werd gestoord;» terwijl l'*Oracle* in n°. 24 vermeldt dat de uitslag daarvan met gejuich begroet, en de zitting eerst te zes uur gesloten werd.

dag der maand October 1817, 1818 en 1819 zullen moeten aftreden. (1)

De Vergadering is daarop gescheiden, tot den volgenden dag, op het gewone uur.

In deze zitting werd nog uitgebragt, ofschoon daarvan geene melding in de *Officiële Notulen* is gemaakt, het navolgend *Verslag* door de *Commissie voor de verzoekschriften*.

De bestuurders van het burgerlijk hospitaal te Messinet, arrondissement van Yperen, provincie West-Vlaanderen, hebben zich bij request aan U Edel Mogenden geadresseerd, en te kennen gegeven, dat zij zich hadden gevleid, dat, even gelijk aan den eigenaar der gronden, tot het aanleggen der vestingwerken in bezit genomen, eene schadeloosstelling is toegestaan, ook aan hen voor

(1) Deze bijzonderheid komt alleen in de *Officiële Notulen* van het gebeurde op dezen dag voor.

de schade in de bezittingen van het hospitaal geleden door de in den jare 1815, tot verdediging van het Land gemaakte inundaties, zoude zijn vergoed geworden, ten welken einde zij zeggen, dat reeds in het najaar van dat jaar aan het Gouvernement door de Provinciale autoriteiten de noodige aanvraag en opgave is gedaan, zonder dat zulks eenig gevolg zoude hebben gehad.

De requestanten gaan verder voort met een betoog te leveren van de schaden, welke de weilanden, die de voornaamste bezittingen uitmaken van dit gesticht, telkens moeten ondervinden, en van de wijze waarop daarin onder het Oostenrijksch Bestuur wierd voorzien; zij beklagen zich over de verliezen door de vernietiging der tienden, heerlijke regten en onderscheiden renten na de vereeniging met Frankrijk, en de verijdeling van hunne hoop, door de hulp der geallieerde Mogendheden, den ouden staat van zaken met het herstel der Provinciale Staten, te zien terugkeeren.

Na eenige der inrigtingen, de Provinciale Staten betreffende, en andere weinig ter zake doende aanmerkingen te hebben opgegeven, eindigen de requestanten met U Edel Mogenden te verzoeken, den ongelukkigen toestand, waarin zich door de overstroomingen de gemeenten van Noordschote, Merkhem en Reninghe bevinden, in overweging te willen nemen, ten einde daarin worde voorzien.

Uwe Commissie, Edel Mogende Heeren, aan welke het U Edel Mogenden behaagd heeft deze petitie te renvoyeren, vermeent zich te moeten bepalen, om, zonder zich eenigzins, noch over den aard van het verzoek, noch over de ongepastheid van daarin voorkomende uitdrukkingen uit te laten, U Edel Mogenden te adviseren om tot de orde van den dag over te gaan, en dit stuk ter griffie te deponeren.